



finma

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA  
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA  
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

24 FÉVRIER 2015

# Rapport 2014 sur l'*enforcement*

L'activité de surveillance de la FINMA s'organise autour de trois missions principales. Premièrement, la FINMA octroie des autorisations à qui veut exercer une activité sur la partie réglementée des marchés financiers. Deuxièmement, elle surveille les acteurs de ce même marché réglementé. Enfin, si nécessaire, la FINMA fait appliquer le droit de la surveillance par l'intermédiaire de mesures administratives contraignantes.

Cette troisième mission de la FINMA est désignée sous le terme d'« *enforcement* » (qui signifie en anglais « application du droit »). Il en est question lorsque tant les moyens de surveillance, par nature plus modérés, que le dialogue entre la FINMA et les acteurs des marchés financiers ne sont plus efficaces. Au sein de la FINMA, environ 80 collaborateurs, soit 15% du personnel, travaillent dans le domaine de l'*enforcement*.

Au cours de l'année passée, la FINMA a adopté les nouvelles « Lignes directrices applicables à l'*enforcement* ». Ces principes généraux régissent l'action de la FINMA quand celle-ci décide de poursuivre des violations du droit de la surveillance. Ces lignes directrices stipulent entre autre que l'*enforcement* doit être « visible » et il s'agit de l'objectif poursuivi par le présent rapport sur l'activité d'*enforcement* de la FINMA en 2014.

Partie centrale de ce rapport, les résumés de décisions d'*enforcement* de la FINMA doivent permettre d'apporter plus de transparence aux activités de cette division de la FINMA chargée de faire appliquer le droit. Y sont présentés les comportements que la FINMA ne tolère pas ainsi que la manière dont elle les poursuit dans le cadre de son activité d'*enforcement*. Outre une transparence accrue, la présente publication vise également un effet préventif. Des extraits des principales décisions de la FINMA ainsi que des arrêts importants des tribunaux susceptibles d'avoir un impact sur le développement de la pratique continueront à être publiés dans le « Bulletin FINMA » et à être ainsi portés à la connaissance d'un large cercle de spécialistes.

A l'avenir, la FINMA publiera chaque année son rapport sur l'*enforcement* qui, en exposant la manière dont l'autorité fait appliquer le droit, constitue un vecteur supplémentaire d'information du public. Du même chef, il oblige la FINMA à continuer à répondre de manière cohérente du respect de la législation sur les marchés financiers.

## Sommaire

---

### 4 AXES PRINCIPAUX ET TENDANCES

---

- 4 **Domaine autorisé**
- 6 **Surveillance des marchés**
- 7 **Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit**
- 9 **Cas d'insolvabilité**
- 10 **Offres publiques d'acquisition et publicité des participations**
- 11 **Assistance administrative internationale**

### 12 CASUISTIQUE DE LA FINMA

---

- 12 **Vue d'ensemble**
- 13 **Domaine autorisé**
- 25 **Surveillance des marchés**
- 28 **Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit**
- 41 **Décisions d'insolvabilité**
- 47 **Offres publiques d'acquisition et publicité des participations**
- 48 **Assistance administrative internationale (sélection)**

### 51 JUGEMENTS DES TRIBUNAUX

---

- 51 **Vue d'ensemble**
- 52 **Domaine autorisé**
- 52 Arrêts du Tribunal fédéral
- 52 Arrêts du Tribunal administratif fédéral
- 53 **Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit**
- 53 Arrêts du Tribunal fédéral
- 53 Arrêts du Tribunal administratif fédéral
- 55 **Décisions d'insolvabilité**
- 55 Arrêts du Tribunal fédéral
- 55 Arrêts du Tribunal administratif fédéral
- 56 **Assistance administrative internationale**
- 56 Arrêts du Tribunal administratif fédéral

### 57 STATISTIQUES

---

- 57 **Statistiques générales**
- 57 Cas d'*enforcement* clos
- 58 Investigations préliminaires
- 60 Procédures d'*enforcement*
- 61 Cas d'insolvabilité
- 62 Assistance administrative
- 65 **Décisions en matière d'*enforcement***
- 65 Généralités
- 67 Domaine autorisé et surveillance des marchés
- 67 Prestataires de services financiers exerçant sans droit
- 68 Mesures
- 69 **Jugements des tribunaux**
- 70 **Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale**

### 72 ABRÉVIATIONS

---

### Domaine autorisé

L'enforcement de la FINMA soutient la surveillance que l'autorité exerce sur les titulaires d'autorisation. Dans le domaine autorisé, la FINMA a clos, en 2014, 129 investigations préliminaires et a rendu 35 décisions à l'encontre de titulaires d'autorisation, de leurs collaborateurs et de leurs organes.

Quant au contenu, l'on peut distinguer les principaux axes suivants :

- Violations présumées des règles posées en matière d'embargo (cf. cas **8**)
- Activités transfrontières (cf. cas **10, 20**)
- Collaboration des établissements avec des gestionnaires de fortune et des intermédiaires externes (cf. cas **5, 6, 14, 24**)

Dans le cadre de ses procédures d'enforcement, la FINMA a ordonné à plusieurs reprises la confiscation des gains et des pertes évitées quand ils découlaient d'une grave violation du droit de la surveillance. Ainsi, en 2014, ont été confisqués les gains qu'une banque avait réalisés via une relation d'affaires insuffisamment surveillée avec des personnes politiquement exposées (PEP) (cas **4**). De même, la FINMA a prononcé des interdictions d'exercer de plusieurs années à l'encontre d'acteurs du marché personnellement responsables de violations graves du droit de la surveillance, ainsi face à des personnes n'ayant pas mené, et ce, durant plusieurs années, les clarifications nécessaires relatives à une relation d'affaires suspecte avec un gestionnaire de fortune externe (cas **5, 6**) ou face à une politique expansive menée après 2008 dans le cadre des relations d'affaires transfrontières avec des clients U.S. (cas **10**). Quand la FINMA mène une procédure d'enforcement à l'encontre de collaborateurs ou d'organes d'un titulaire d'autorisation, cela est bien souvent précédé par l'ouverture d'une procédure à l'encontre de l'établissement lui-même. Conformément à ses lignes directrices applicables en matière d'enforcement, la FINMA interviendra à l'avenir plus activement à l'encontre des particuliers ayant gravement enfreint le droit de la surveillance.

Les questions relatives aux capacités techniques ou personnelles de certaines personnes physiques à assurer une fonction exigeant de présenter la garantie d'une activité irréprochable (cf. encadré ci-dessous) et les aspects relevant du droit de la procédure qui y sont liés ont constitué un autre pôle d'intérêt majeur de l'année 2014. A titre d'exemple, il est possible de mentionner le cas d'une personne qui n'avait pu se présenter à l'élection au conseil d'administration d'un établissement assujetti en raison d'une procédure pénale ouverte à son endroit pour infraction contre le patrimoine. La personne a par la suite demandé à la FINMA une décision sujette à recours quant à sa capacité à présenter la garantie d'une activité irréprochable, bien qu'elle n'ait pas envisagé entretemps de poser une nouvelle candidature. En l'absence d'intérêt juridique actuel à évaluer la capacité de l'intéressé à présenter la garantie d'une activité irréprochable, la FINMA n'est pas entrée en matière sur sa requête. Se fondant sur son expérience longue de plusieurs années et confirmée par les tribunaux, la FINMA refuse de se prononcer de manière purement abstraite sur la garantie d'une activité irréprochable.

Une partie de l'activité d'enforcement est consacrée à la thématique du blanchiment d'argent, notamment en lien avec les intermédiaires financiers directement soumis à la surveillance de la FINMA (IFDS) et avec les banques. Ces cas d'enforcement sont menés en étroite collaboration avec les domaines spécialisés compétents. En 2014, les manquements constatés ont ainsi souvent pu être corrigés sans qu'il n'ait été besoin d'ouvrir de procédure d'enforcement formelle. Il en a été de même dans le domaine de la distribution d'assurances et de placements collectifs de capitaux. Dans ces cas de figure, de simples remarques quant au non-respect des conditions d'autorisation ont généralement conduit à la cessation volontaire de l'activité soumise à autorisation.

Les établissements assujettis à la surveillance de la FINMA se montrent généralement coopératifs dans le

cadre de l'activité d'*enforcement* de la FINMA. Cela signifie qu'ils soutiennent les enquêtes de la FINMA, répondent aux questions conformément à la vérité et transmettent rapidement leur prise de position. Il arrive même souvent que les établissements clarifient eux-mêmes l'irrégularité supposée et prennent leurs propres mesures correctives. Il n'est alors pas rare qu'il soit renoncé à ouvrir une procédure d'*enforcement*. Cependant, même dans ces cas, face à une violation grave du droit de la surveillance, les irrégularités peuvent faire l'objet d'un blâme écrit et les frais des investigations préliminaires, être mis à la charge de l'auteur des faits.

Une grande partie de l'activité d'*enforcement* de la FINMA se déroule par écrit. Cependant, quand il s'agit de traiter des états de fait plus complexes, les visites sur place constituent un instrument éprouvé pour discuter des points en suspens avec les représentants de l'établissement ainsi que pour examiner les principaux processus et systèmes. Si des enquêtes plus détaillées sont nécessaires, la FINMA fait souvent appel à un chargé d'enquête indépendant.

---

### La notion de « garantie d'une activité irréprochable »

Les dispositions légales régissant les marchés financiers exigent que les organes les plus importants d'un assujetti présentent toute « garantie d'une activité irréprochable ». Cette exigence doit en particulier permettre d'assurer la confiance du public dans les établissements autorisés ainsi que la réputation de la place financière suisse. La garantie d'une activité irréprochable englobe toutes les caractéristiques personnelles et professionnelles qui permettent à une personne (le « garant ») de diriger correctement un établissement assujetti. L'exigence de présenter toute garantie d'une activité irréprochable ne concerne pas seulement les organes les plus importants d'un assujetti, mais aussi l'assujetti lui-même en tant qu'entreprise.

Cette exigence de garantie d'une activité irréprochable porte non seulement sur des compétences techniques mais aussi sur l'adoption d'un comportement commercial correct. Le terme de « comportement commercial correct » couvre deux notions :

- le respect de l'ordre juridique, c'est-à-dire des lois et des ordonnances, notamment celles relatives à la surveillance des marchés financiers, mais aussi des droits civil et pénal ainsi que des statuts et des directives internes de l'assujetti ;
- le respect du principe de bonne foi dans les relations d'affaires.

En d'autres termes, le fait de violer des normes juridiques applicables, des directives internes, des règles déontologiques ou des conventions contractuellement passées avec le client est incompatible avec le principe d'une activité irréprochable.

---

### Surveillance des marchés

En 2014, la FINMA a mené 109 investigations préliminaires concernant des comportements abusifs sur le marché. Elle a clos six procédures d'*enforcement* relatives à des manipulations du marché.

En 2014 comme en 2013, des investigations préliminaires et des procédures ont été menées à l'encontre d'émetteurs pour manipulations sur leurs propres titres. Entre autres exemples, la FINMA a notamment constaté au sein d'une banque de graves manquements à l'interdiction de manipuler le marché, ordonnant alors une série de mesures correctives. Dans le même cas fut prononcée une interdiction d'exercer de trois ans à l'encontre de l'un des cadres supérieurs (cas **27**, **28**). En 2014, la FINMA avait eu recours à cette mesure dans un autre cas de manipulations sur titres propres, également à l'encontre d'un cadre supérieur (cas **26**).

Quand il s'agit du marché suisse des valeurs mobilières, l'activité d'*enforcement* de la FINMA peut viser tous les acteurs du marché. En outre, la FINMA poursuit les titulaires d'autorisation que sont les banques ou les assurances ainsi que leurs organes et collaborateurs pour délits d'initié et manipulations des valeurs mobilières, et ce, même sur les marchés étrangers ainsi que les marchés autres que ceux des valeurs mobilières (par ex. marchés des matières premières, des devises ou des taux). Dans le domaine du négoce de devises, la FINMA a conduit en 2014 une procédure très lourde à l'encontre d'une banque et a prononcé des mesures visant à rétablir l'ordre légal (cas **29**). En outre, la FINMA a mené des investigations préliminaires de grande ampleur à l'encontre d'autres banques, et ce, en raison d'abus présumés dans le négoce de devises. Dans ces cas, il a été possible de renoncer à rendre des décisions, les indices n'ayant pu être étayés ou les violations s'étant ré-

vélées relativement mineures. De plus, les établissements concernés avaient déjà pris d'eux-mêmes les mesures correctrices nécessaires.

Dans le domaine des délits boursiers et des abus de marché, il existe une compétence parallèle et indépendante de la FINMA comme autorité de surveillance et du Ministère public de la Confédération en tant qu'autorité de poursuite pénale. Lorsque la bourse communique un soupçon, ces deux autorités coordonnent leurs activités de surveillance afin d'éviter un double contrôle (art. 38 LFINMA). Comme l'état de fait de manipulation du marché selon le droit de la surveillance (art. 33f LBVM) est plus large que l'infraction pénale de manipulation de cours (art. 40a LBVM), de nombreux cas suspects peuvent être exclusivement clarifiés et poursuivis par la FINMA. Pour cette raison, la poursuite de manipulations du marché a notamment occupé le centre de l'activité d'*enforcement* de la FINMA au cours des deux dernières années.

### Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

Outre la surveillance des titulaires d'autorisation et des marchés, la FINMA a la mission d'intervenir contre les sociétés et les personnes qui exercent une activité réglementée par les lois des marchés financiers sans avoir l'autorisation nécessaire pour ce faire. L'activité d'*enforcement* de la FINMA dans ce domaine ne remplace pas la responsabilité personnelle des investisseurs, qui doivent faire preuve de prudence face à des offres trop belles pour être vraies. Il s'agit en l'espèce souvent de systèmes pyramidaux ou d'autres scénarios de détournement et d'escroquerie.

En 2014, la FINMA a reçu 429 informations quant à des activités soumises à autorisation potentiellement exercées sans droit. Dans la plupart des cas, les investigations préliminaires amorcées sur la base de ces informations n'ont pas révélé d'indices concrets d'une activité exercée sans droit, raison pour laquelle les investigations ont été closes sans autre mesure. Dans d'autres cas, la FINMA a pu rétablir l'ordre légal sans ouvrir de procédure d'*enforcement*, par exemple en incitant le prestataire en question à adapter ou à abandonner son activité ou à s'affilier à un organisme d'autorégulation reconnu par la FINMA. Dans les cas restants, la FINMA s'est vue contrainte d'ouvrir une procédure d'*enforcement* formelle pour activité exercée sans droit.

Si une procédure est ouverte à l'encontre d'un prestataire de services financiers exerçant son activité sans droit, les actifs des investisseurs doivent souvent être immédiatement mis à l'abri d'une possible utilisation illégitime. Dans de tels cas, la FINMA prend des mesures dites superprovisionnelles, c'est-à-dire sans audition préalable des intéressés, comme le blocage des comptes bancaires, et nomme un chargé d'enquête qui est également inscrit au registre du commerce comme personne habilitée à signer à la place des organes de la société. La FINMA accorde à la partie un délai pour prendre position puis dé-

cide s'il convient de lever ou de confirmer la mesure superprovisionnelle. La décision en elle-même n'est susceptible de recours que dans le cadre de la pratique restrictive du Tribunal administratif fédéral (arrêt du Tribunal administratif fédéral B-7038/2009 du 20 novembre 2009 consid. 1.14).

En 2014, la FINMA a clos en tout 22 procédures pour activité exercée sans droit par des décisions rendues à l'encontre de particuliers et de sociétés exerçant sans autorisation. Il s'agissait presque exclusivement de cas d'acceptation illicite de dépôts du public ainsi que d'activités de maisons d'émission exercées sans droit. Après avoir mené les procédures correspondantes, la FINMA a formellement constaté les activités de banque ou de négociant en valeurs mobilières exercées sans droit dans ses décisions, ouvrant par la suite une procédure de liquidation ou de faillite pour 36 sociétés ou succursales. La FINMA a prononcé des interdictions générales d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet à l'encontre de 26 personnes physiques. Pour mettre en garde les investisseurs, la FINMA peut publier ces mesures sur son site Internet, et ce, avec mention des noms des personnes concernées (art. 34 LFINMA). Pour l'année sous revue, la FINMA a eu recours à cette possibilité dans 25 cas. Toutefois, la publication ne peut intervenir qu'après l'entrée en force de la décision. Il est donc possible que cette publication intervienne longtemps après la fin de la procédure d'*enforcement*, car les personnes concernées forment souvent recours contre la publication.

En 2014, la FINMA a également procédé à des investigations préliminaires dans le domaine du négoce de bitcoins. Selon la pratique de la FINMA, certaines activités de négoce de bitcoins sont soumises à la loi sur le blanchiment d'argent, voire à la loi sur les banques. Ainsi, changer à titre professionnel des bitcoins dans

une devise courante (même via des automates de change pour bitcoins) est une activité soumise à la loi sur le blanchiment d'argent et nécessite donc une autorisation de la FINMA comme intermédiaire financier directement soumis (IFDS) ou une affiliation à un organisme d'autorégulation reconnu par la FINMA. A par ailleurs besoin d'une autorisation bancaire qui-conque entend exploiter une plateforme de négoce pour acheter et vendre des bitcoins (cf. [la fiche d'information de la FINMA « Bitcoins »](#) du 25 juin 2014 ainsi que le [rapport du Conseil fédéral sur les monnaies virtuelles en réponse aux postulats Schwaab \(13.3687\) et Weibel \(13.4070\)](#) du 25 juin 2014). Jusqu'ici la FINMA n'a ouvert aucune procédure d'*enforcement* en lien avec le négoce de bitcoins. Etant donné que les activités exercées sans droit ont pu être constatées dès les investigations préliminaires, l'ordre légal a été rétabli dans un délai convenable par l'adaptation du modèle d'affaires, l'affiliation de la société à un organisme d'autorégulation ou par l'abandon de l'activité.



### Cas d'insolvabilité

La FINMA a la compétence de prendre des mesures d'insolvabilité à l'encontre tant des établissements et des personnes disposant d'une autorisation selon les lois régissant les marchés financiers que de ceux exerçant leur activité sans l'autorisation nécessaire. Elle peut prononcer des mesures de protection, ordonner un assainissement ou prononcer la faillite.

En 2014, la conduite de procédures de faillite a continué à représenter une grande partie de l'activité de la FINMA dans le domaine relevant du droit de l'insolvabilité. Des progrès notables ont été réalisés notamment dans les procédures d'insolvabilité de grande envergure.

L'année sous exercice fut marquée par le cas d'une banque étrangère, dont la faillite a été ouverte en septembre 2014 suite aux problèmes financiers croissants que rencontrait le groupe (cas **56**). La liquidation de cet établissement actif à l'échelle internationale s'est révélée complexe. Au début de la procédure, le remboursement des dépôts privilégiés occupait le devant de la scène. Il ne fut pas nécessaire de faire appel à la garantie des dépôts.

En 2014, le traitement de questions relevant du droit de l'insolvabilité dans le secteur de l'assurance a augmenté. Dans la procédure de faillite ouverte en 2013 à l'encontre d'une société qui opérait dans le domaine de l'assurance-vie sans avoir l'agrément nécessaire pour ce faire, la FINMA a, pour protéger les assurés, ordonné que l'ensemble des actifs – en tant que fortune liée – soit utilisé en premier lieu pour couvrir les obligations découlant des contrats conclus avec les assurés. Il s'agit de la première procédure de faillite de la FINMA portant sur une société d'assurance-vie. Le plan de collocation fut déposé en juin 2014 et les versements aux créanciers ont pu être effectués au début du mois de septembre 2014.

En décembre 2014, la FINMA a ouvert la faillite d'un assureur-vie (cas **58**). Un transfert préalable du portefeuille d'assurés à une société nouvellement fondée a permis de contrer toute conséquence négative de la faillite pour les assurés.

Le nombre de demandes relatives à la reconnaissance de mesures étrangères d'insolvabilité a augmenté par rapport aux années précédentes. Logiquement, le nombre de décisions en reconnaissance a crû en proportion. Dans ce contexte, il a été davantage fait recours à la possibilité offerte sous certaines conditions par la révision de la loi sur les banques de septembre 2011 de procéder à des procédures dites abrégées. Dans la décision de reconnaissance, le liquidateur étranger peut disposer des valeurs patrimoniales de la masse en faillite étrangère déposées en Suisse. Dans de tels cas, il est possible de renoncer à conduire une procédure indépendante de faillite ancillaire en Suisse.

### Offres publiques d'acquisition et publicité des participations

Dans le domaine du droit des offres publiques d'acquisition, la FINMA constitue l'instance de recours pour les décisions rendues par la commission des OPA (COPA). Le conseil d'administration de la FINMA a délégué ces compétences au comité des offres publiques d'acquisition composé de trois membres du conseil d'administration et chargé de rendre des décisions en matière de droit des offres publiques d'acquisition. La FINMA traite très rapidement les recours formés en la matière car la procédure d'offres publiques d'acquisition continue en règle générale de courir dans le même temps.

En 2014, deux procédures de recours relevant du droit des offres publiques d'acquisition ont été engagées : alors que, dans le premier cas, l'intérêt juridiquement protégé avait disparu parce que la condition litigieuse avait été remplie au cours de la procédure de recours (cas 60), le comité des offres publiques d'acquisition a approuvé le second recours, considérant que les recourants n'avaient pas agi de concert avec l'offrant (cas 61). Les deux décisions sont entrées en force.

Dans le cadre du droit de la publicité des participations, la FINMA a mené des enquêtes sur dénonciation des instances pour la publicité des participations des bourses quant à des violations présumées de l'obligation de déclarer posée aux investisseurs. Parmi les activités prioritaires de la FINMA figurent l'établissement de l'état de fait et – si cela s'avère encore nécessaire – le rétablissement de l'ordre légal qui prend la forme d'une déclaration correcte ultérieure. En 2014, 102 cas ont été traités, dont 56 ont été suspendus et 46 ont débouché sur une dénonciation pénale auprès du Département fédéral des finances (DFF), responsable de la poursuite pénale des infractions à l'obligation de déclarer.

Dans le domaine de la publicité des participations, la FINMA ne conduit de procédures d'enforcement que lorsqu'une violation de l'obligation de déclarer perturbe durablement la transparence des marchés. Elle intervient également quand il existe des circonstances aggravantes (par ex. approche dans la perspective d'une acquisition) ou quand des assujettis à la surveillance prudentielle sont gravement impliqués dans une violation de l'obligation de déclarer. Aucune des investigations préliminaires menées en 2014 n'a conduit à l'ouverture d'une procédure d'enforcement.

De plus, la FINMA contrôle les recommandations des instances pour la publicité des participations concernant les demandes d'investisseurs portant sur une décision préalable ou sur des exceptions et des allègements à l'obligation de déclarer. Ces décisions sont prises au sein de la FINMA par le comité d'enforcement de la direction (ENA). L'examen des recommandations des instances pour la publicité des participations n'a lieu que lorsque le requérant a contesté la recommandation rendue ou que la FINMA fait savoir dans les cinq jours suivant son émission vouloir se prononcer elle-même sur le cas en question. En 2014, la FINMA s'est chargée elle-même d'une seule des six recommandations rendues par les instances pour la publicité des participations pour en juger en première instance (principe de l'attraction). Comme le requérant a retiré sa demande, toute décision s'est avérée en l'espèce superflue.

### Assistance administrative internationale

Les dispositions suisses réglant l'assistance administrative permettent à la FINMA de demander à des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers les informations nécessaires à l'application des lois sur les marchés financiers ou à la réalisation de ses missions de surveillance. Inversement, les dispositions régissant l'assistance administrative règlent également la transmission d'information par la FINMA à ses homologues étrangères. L'assistance administrative internationale est d'une importance centrale pour la place financière suisse ainsi que l'a dernièrement confirmé le Tribunal administratif fédéral dans sa jurisprudence :

*« Si l'assistance administrative s'avérait déficiente, les autorités étrangères de surveillance des marchés boursiers risqueraient de refuser aux banques et aux négociants en valeurs mobilières suisses l'accès à leurs marchés boursiers ou de refuser à l'autorité de surveillance helvétique l'assistance administrative en raison de l'absence de réciprocité. Il en va également de la renommée de la place financière suisse dans le cadre de sa lutte contre les abus de marché » (arrêt du Tribunal administratif fédéral B-4929/2014 du 19 novembre 2014 consid. 5.3).*

En 2014, la FINMA était la troisième autorité la plus sollicitée au monde en matière de demandes d'assistance administrative internationale. Bon nombre de ces requêtes concernaient la surveillance des marchés (délict d'initié, manipulation de cours, infraction à l'obligation de déclarer). En 2014, la FINMA a répondu en tout à 479 demandes d'assistance administrative. Les compétences d'autorités étrangères de surveillance ayant été élargies, leurs demandes d'assistance administrative sont devenues plus complexes. Elles portent maintenant sur des informations et des documents plus nombreux et plus

détaillés. Partant, la charge de travail que représente le traitement des demandes d'assistance administrative a augmenté.

Dans le cadre des enquêtes sur des manipulations des devises, la coordination internationale entre autorités de surveillance des marchés financiers est un instrument éprouvé qui s'est avéré d'une importance centrale. Il a de nouveau été démontré que la mondialisation des marchés financiers et l'internationalisation des services financiers qui en a découlé exigent des enquêtes transfrontières et une coordination internationale des autorités de surveillance.

### Vue d'ensemble

Dans le présent chapitre, la FINMA présente, sous une forme résumée et anonymisée, certaines des décisions qu'elle a rendues dans le cadre de son activité d'*enforcement* (art. 22 al. 1 LFINMA). Aucun droit à une exhaustivité du contenu ne peut être revendiqué.

Quand la FINMA, répondant à une nécessité dictée par le droit de la surveillance (protection des acteurs financiers ou garantie de la réputation de la place financière suisse par exemple), a déjà informé au cours de l'année le public sur l'issue d'une procédure d'*enforcement*, un lien renvoyant au communiqué de presse de la FINMA figure à la fin du résumé correspondant.

Afin d'en améliorer la lecture et la compréhension, les résumés sont répartis entre différentes catégories thématiques. Puis, au sein de chaque catégorie, c'est l'ordre chronologique qui s'applique. Les résumés sont libellés dans la langue dans laquelle a été menée la procédure.

- Domaine autorisé (p. 13 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui disposent d'une autorisation relevant du droit de la surveillance ou qui exerçaient comme collaborateur ou organe d'un titulaire d'autorisation au moment des faits.
- Surveillance des marchés (p. 25 ss) : ensemble des décisions concernant des comportements abusifs sur le marché, et ce, indépendamment du fait que les parties soient des titulaires d'autorisation ou non, ou que l'infraction ait eu lieu sur un marché réglementé (par ex. marché des valeurs mobilières) ou largement non réglementé (par ex. marché des devises).
- Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 28 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui ont exercé une activité soumise à autorisation sur le marché financier sans pour autant disposer de l'autorisation nécessaire pour ce faire.
- Décisions d'insolvabilité (p. 41 ss) : ensemble des décisions relevant du droit de l'insolvabilité dont les violations ne figurent pas déjà dans les chapitres précédents.
- Offres publiques d'acquisition et publicité des participations (p. 47) : ensemble des décisions dans lesquelles la FINMA s'est prononcée comme instance de recours de la commission des offres publiques d'acquisition ou qui concernent la publication de participations.
- Assistance administrative internationale (p. 48 ss) : décisions portant sur la coopération de la FINMA avec des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers. Etant donné le nombre et la similitude thématique des décisions rendues dans ce domaine, cette catégorie ne propose qu'une sélection représentative.

### Domaine autorisé

1

**Entscheiddatum:** 17.1.2014

**Partei:** Bank X

**Thema:** Unzulässiger Vertrieb von ausländischen Fonds

**Fallzusammenfassung:** Die Bank X vertrieb schweizweit über mehrere Jahre ausländische Fonds, obwohl diese nicht zum öffentlichen Vertrieb in der Schweiz zugelassen waren. Weil die Kundenberater der Bank X die geltenden rechtlichen Einschränkungen nicht kannten, veräusserten sie die ausländischen Fonds der Gruppe uneingeschränkt an Anleger in der Schweiz. Die Bank X versties damit in schwerer Weise gegen ihre Pflichten gemäss Art. 45 aAFG und aArt. 120 KAG. Ursache war, dass es lange Zeit bankintern keine verbindlichen Weisungen zur Einhaltung der aufsichtsrechtlichen Vorschriften zum Fondsvertrieb gab, die Kundenberater nicht ausreichend geschult waren und die Umsetzung der Vorschriften nicht kontrolliert wurde. Insofern verletzte die Bank X auch das Organisationserfordernis und die Risikobegrenzungspflicht (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG i.V.m. Art. 9 BankV).

**Massnahmen:** Auflagen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands (Art. 31 FINMAG), Überprüfung der Massnahmen durch einen Prüfbeauftragten (Art. 36 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

2

**Entscheiddatum:** 21.3.2014

**Partei:** DUFI X GmbH

**Thema:** Elektronischer Zahlungsverkehr

**Fallzusammenfassung:** Die X GmbH, ein der FINMA direkt unterstellter Finanzintermediär (DUFI), bot in der Schweiz verschiedene Dienstleistungen im elektronischen Zahlungsverkehr an. Weil sie einzelne Erweiterungen ihres Leistungsangebots plante, gelangte die X GmbH mit einem Feststellungsgesuch an die FINMA. Unter anderem beabsichtigte sie, die Guthabenlimite pro Kunde von CHF 3000.– auf CHF 5000.– zu erhöhen und Zahlungen zwischen Kunden zu ermöglichen. Aufgrund des aktuellen konkreten Rechtsschutzinteresses der X GmbH trat die FINMA auf das Gesuch ein. Sie prüfte die Vereinbarkeit der angestrebten Funktionen mit dem Bankengesetz und dem Geldwäschereigesetz. In ihrem Entscheid bestätigte sie die Anwendbarkeit von Rz. 18<sup>bis</sup> FINMA-RS 08/3 (insb. max. Guthaben von CHF 3000.– pro Kunde; keine Überweisungen zwischen Kunden) sowie von Art. 11 GwV-FINMA (insb. jährliche Umsatzlimite von CHF 5000.– pro Kunde) für die Gewährung von Erleichterungen bei elektronischen Zahlungsmitteln. Sie stellte fest, dass Kundengelder, die über diese Limiten hinausgehen, als Einlagen zu qualifizieren sind, deren Entgegennahme bei gewerbmässiger Tätigkeit grundsätzlich nur mit einer Bankbewilligung gestattet ist.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 25 VwVG)

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2091/2014

### 3

**Entscheiddatum:** 21.3.2014

**Partei:** Selbstregulierungsorganisation X

**Thema:** Anpassung des SRO-Reglements

**Fallzusammenfassung:** Im Rahmen der Einführung der FINMA-Geldwäschereiverordnung (GwV-FINMA) per 1. Januar 2011 überprüfte die FINMA, ob und wie stark die Reglemente der Selbstregulierungsorganisationen (SRO) von der GwV-FINMA abweichen. Im Fall der SRO X stellte die FINMA verschiedene und wesentliche Abweichungen zu den geltenden Standards der Geldwäschereibekämpfung fest. Die FINMA gab der SRO X Gelegenheit, zu den Abweichungen Stellung zu nehmen bzw. ihr Reglement anzupassen. Die SRO X weigerte sich, die erforderlichen Änderungen vorzunehmen. Sie stellte sich auf den Standpunkt, dass ihr in dieser Frage uneingeschränkte Autonomie zukomme. Die FINMA stellte fest, dass die SRO X ihr aus dem Jahr 2009 stammendes Reglement pflichtwidrig nicht an die heute geltenden Mindeststandards angepasst hatte und dieses somit nicht mehr den Anerkennungs Voraussetzungen gemäss Art. 24 GwG genügte.

**Massnahmen:** Anweisung an die SRO X, ihr Reglement an die Vorgaben der FINMA anzupassen (Art. 31 FINMAG), Auferlegung eines Übergangsreglements als vorsorgliche Massnahme, Androhung des Entzugs der Anerkennung als SRO im Falle der Widerhandlung gegen die Verfügung

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2200/2014

### 4

**Date de la décision :** 16.4.2014

**Partie :** Banque X

**Thème :** Obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent

**Résumé du cas :** Suite à une dénonciation du MROS, la FINMA a appris que la banque X entretenait des relations d'affaires avec un groupe de PEP et de proches de PEP d'origine étrangère et que l'origine des fonds déposés auprès d'elle, à hauteur de plusieurs centaines de millions de francs suisses, n'était pas établie. Il s'est avéré que ces fonds avaient fait l'objet de mouvements très importants, sans que leur arrière-plan n'ait été documenté à satisfaction de droit. Dans ce cadre, il a été établi que la banque X avait fait preuve à répétition de manquements graves, notamment dans les processus d'entrée en relations d'affaires (KYC insuffisants et contradictoires), dans l'acceptation et l'examen annuel de celles-ci ainsi qu'en matière de surveillance des relations et des transactions. L'organisation interne de la banque X en matière de lutte contre le blanchiment d'argent était de ce fait défectueuse, ne permettant pas d'appliquer la réglementation bancaire en la matière.

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA), confiscation (Art. 35 LFINMA)

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

### 5

**Entscheiddatum:** 23.5.2014

**Partei:** A (Kadermitarbeiter bei einer Bank)

**Thema:** Abklärungspflichten in Bezug auf einen externen Vermögensverwalter

**Fallzusammenfassung:** A war als Kadermitarbeiter bei einer Bank zuständig für die Geschäftsbeziehung zu einem externen Vermögensverwalter. Dessen Geschäftsgebaren war in vielerlei Hinsicht ungewöhnlich und auffällig. Insbesondere bestanden während Jahren Hinweise darauf, dass der externe Vermögensverwalter Gelder ohne Wissen der Kunden an sich selber überträgt und damit Teil eines rechtswidrigen Sachverhalts sein könnte. Obwohl er die Risiken erkannt hatte, nahm A nur unzureichende Abklärungen zu den wirtschaftlichen Hintergründen des Geschäftsgebarens vor. Zudem unterliess er es, besonders auffällige Vorkommnisse seinen Vorgesetzten zu melden, und berichtete stattdessen von Geschehnissen, die den Eindruck erweckten, die Geschäftsbeziehung verlaufe in normalen Bahnen. A ist gemäss Verfügung der FINMA im Sinne von Art. 33 FINMAG verantwortlich dafür, dass die Bank während Jahren das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) und die Risikobegrenzungspflicht (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG i.V.m. Art. 9 Abs. 2 BankV) schwer verletzt hat. Zudem hat A die Abklärungspflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei (Art. 6 Abs. 2 GwG) schwer verletzt.

**Massnahmen:** 5 Jahre Berufsverbot (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-3625/2014

### 6

**Entscheiddatum:** 23.5.2014

**Partei:** B (Kadermitarbeiter bei einer Bank)

**Thema:** Abklärungspflichten in Bezug auf einen externen Vermögensverwalter

**Fallzusammenfassung:** B war Kadermitarbeiter bei einer Bank (vgl. Fall 5). B waren die meisten Auffälligkeiten in der Geschäftsbeziehung zum externen Vermögensverwalter und die damit einhergehenden Rechts- und Reputationsrisiken bekannt. Ebenfalls wusste er, dass A während Jahren nur gänzlich unzureichende Abklärungen zu den wirtschaftlichen Hintergründen des Geschäftsgebarens des Vermögensverwalters vorgenommen hatte. B reagierte lange Zeit nicht und setzte die Durchführung der notwendigen Abklärungen nie durch. B ist gemäss Verfügung der FINMA im Sinne von Art. 33 FINMAG verantwortlich dafür, dass die Bank während Jahren das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) und die Risikobegrenzungspflicht (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG i.V.m. Art. 9 Abs. 2 BankV) schwer verletzt hat. Zudem hat B die Abklärungspflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei (Art. 6 Abs. 2 GwG) schwer verletzt.

**Massnahmen:** 4 Jahre Berufsverbot (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 7

**Date de la décision :** 23.5.2014

**Partie :** X SA (gestionnaire de placements collectifs de capitaux)

**Sujet :** Retrait d'autorisation, frais de la procédure

**Résumé du cas :** En 2010, X SA a été autorisée par la FINMA en tant que gestionnaire de placements collectifs. En l'absence de fonds sous gestion nécessitant ou justifiant une autorisation depuis novembre 2012 et du fait de l'impossibilité pour X SA de prouver dans les délais impartis que la requête en autorisation qu'elle avait déposée devant la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) pour gérer un fonds de droit luxembourgeois avait abouti, la FINMA a retiré l'autorisation qu'elle lui avait accordée.

**Mesures :** Retrait d'autorisation (Art. 37 LFINMA)

**Entrée en force :** Un recours est pendant devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-3446/2014 (recours portant uniquement sur la mise à charge des frais de procédure), cf. cas 15.

### 8

**Date de la décision :** 30.6.2014

**Partie :** Banque X

**Thème :** Gestion adéquate des risques en relation avec le trafic des paiements pour des pays et personnes soumis à des sanctions financières internationales

**Résumé du cas :** Une enquête menée par des autorités pénales et administratives étrangères à l'encontre d'un groupe bancaire ayant une filiale en Suisse (banque X) a révélé que celle-ci avait entretenu des relations d'affaires et procédé à des opérations avec certains pays et personnes soumis à des sanctions financières internationales. De manière générale, la FINMA n'examine pas le respect du droit étranger par les établissements qui lui sont assujettis. Une possible violation du droit étranger par les instituts autorisés en Suisse représente toutefois un risque juridique et de réputation important. La FINMA a constaté qu'en matière de services transfrontières, la banque X n'avait pas identifié, limité, surveillé et mis en place de système de contrôle efficace des risques, ne prenant dès lors pas les mesures organisationnelles requises

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA), nomination d'un chargé d'audit tiers (Art. 36 LFINMA), diverses mesures en rétablissement de l'ordre légal (Art. 31 LFINMA)

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

**Communiqué de presse de la FINMA du 1.7.2014**



9

**Date de la décision :** 4.7.2014

**Partie :** Banque X

**Sujet :** Obligations de diligence dans le cadre d'affaires de compensation

**Résumé du cas :** Suite à deux enquêtes pénales de grande envergure menées par des autorités étrangères, la FINMA a découvert que des bénéficiaires d'origine délictueuse avaient été blanchis au moyen de transactions dites de compensation dans le cadre du crime organisé et que les flux de capitaux transitaient notamment par la banque X. Il s'est avéré que des opérations de compensation avaient eu lieu sur de très nombreux comptes et que la banque X avait fait preuve de nombreuses reprises de manquements, notamment dans les processus d'entrée en relations d'affaires (KYC insuffisants) et dans la surveillance des relations et transactions à risques accrus. La majorité des comptes impliqués dans les affaires de compensation étaient gérés par la même unité, laquelle a été entre-temps dissoute par la banque. Avant l'ouverture de la procédure d'enforcement, la banque X a pris de très nombreuses et importantes mesures correctives, dont le repositionnement de son activité sur une clientèle répondant à des critères sévères en matière de taille, de transparence fiscale et de domicile. La FINMA a constaté que la banque avait gravement enfreint le droit de la surveillance, notamment ses devoirs de diligence en matière de LBA.

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA)

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

10

**Entscheiddatum:** 4.7.2014

**Partei:** A (Mitarbeiter im obersten Kader einer Bank)

**Thema:** Risikomanagement im Zusammenhang mit dem grenzüberschreitenden US-Kundengeschäft

**Fallzusammenfassung:** Die Bank X nahm ab dem Jahr 2008 überproportional viele unversteuerte US-Kunden von anderen Schweizer Banken an. A war als Mitarbeiter im obersten Kader der Bank X hauptverantwortlich für die Umsetzung der aggressiven Expansionspolitik im US-Kundengeschäft. Diese Strategie und deren zielstrebige Umsetzung waren mit erheblichen Rechts- und Reputationsrisiken für das Institut und seine Mitarbeiter verbunden. Ein angemessenes Risikomanagement trat aber zugunsten einer kurzfristigen Wachstumsstrategie zurück. Die notwendigen Massnahmen zur Überwachung des Risikoexposures der Bank X wurden daher nicht getroffen bzw. nicht konsequent umgesetzt. Unter der operativen Führung von A waren eine einwandfreie Geschäftsführung und ein angemessenes Risikomanagement des US-Kundengeschäfts nicht gewährleistet (Art. 3 Abs. 2 Bst. a und c BankG; Art. 9 Abs. 2 BankV). Im Sinne von Art. 33 FINMAG erachtete die FINMA A als verantwortlich für diese während Jahren andauernde schwere Verletzung von aufsichtsrechtlichen Bestimmungen der Bank X. Durch sein Verhalten hat A die Anforderungen an die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit schwer verletzt.

**Massnahmen:** 2 Jahre Berufsverbot (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5041/2014

### 11

**Entscheiddatum:** 17.7.2014

**Parteien:** A und B (Verwaltungsräte einer Versicherung)

**Thema:** Rückweisungsentscheide des Bundesverwaltungsgerichts betreffend Einziehung

**Fallzusammenfassung:** Das Bundesverwaltungsgericht bestätigte mit den Urteilen B-789/2012 und B-19/2012 vom 27. November 2013 (rechtskräftig), dass die Einziehung unrechtmässig erzielter Gewinne gegen die beiden ehemaligen Verwaltungsratsmitglieder A und B einer Versicherungsgesellschaft rechtmässig ist. Das Verfahren wurde aber zur Neuberechnung der Einziehungshöhe an die FINMA zurückgewiesen. In der Folge einigte sich die Versicherungsgesellschaft mit ihren ehemaligen Verwaltungsräten A und B. Gestützt darauf stellte die FINMA fest, dass damit die aufsichtsrechtlich relevanten Ansprüche der geschädigten Versicherung getilgt worden waren und somit der ordnungsgemässe Zustand wiederhergestellt war. In Berücksichtigung der erfolgten Rückzahlungen bzw. Verrechnungen schrieb die FINMA das Verfahren ab und auferlegte die Verfahrenskosten an A und B.

**Massnahmen:** Abschreibung des Verfahrens zufolge Gegenstandslosigkeit, Kostenaufgabe (Art. 15 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

**Medienmitteilung FINMA vom 18.7.2014**

### 12

**Date de la décision :** 22.8.2014

**Partie :** Banque X

**Sujet :** Obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent

**Résumé du cas :** La banque X détenait dans ses livres les comptes de A, lequel était également apporteur d'affaires auprès d'elle. Dans ce contexte, A avait introduit au sein de la banque des individus impliqués dans des procédures pénales à l'étranger et mis ses comptes à disposition d'autres clients de la banque pour transférer des montants de plusieurs millions d'euros. A, pour sa part, avait également fait l'objet d'une procédure pénale à l'étranger dans le cadre de laquelle il avait été condamné pour blanchiment d'argent, information relayée par les médias. Malgré ces informations alarmantes et les nombreux transferts effectués par les clients concernés, dépassant amplement les seuils internes de clarifications, la banque X n'avait pas procédé aux clarifications supplémentaires nécessaires. La procédure d'enforcement a permis de mettre en exergue que, entre 2008 et 2011, la banque X avait accusé d'importants déficits organisationnels, notamment au niveau de la fonction de *compliance*. Ceux-ci se sont manifestés dans des lacunes portant sur l'établissement des profils clients (KYC), l'identification, la surveillance, la clarification, l'examen annuel et la corroboration des relations et transactions à risques accrus. Dans sa décision, la FINMA a constaté que la banque avait gravement violé ses obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA), audit supplémentaire (Art. 24 LFINMA)

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

13

**Entscheiddatum:** 22.8.2014

**Partei:** DUFI X AG

**Thema:** GwG-Sorgfaltspflichten

**Fallzusammenfassung:** Die X AG, eine im Bereich von hochspekulativen Börsentermingeschäften tätige Vermögensverwalterin, verfügte seit dem Jahr 2008 über eine DUFI-Bewilligung. Die X AG besass in der Schweiz keine eigenen Geschäftsräumlichkeiten und lagerte sowohl ihre Handelsaktivitäten als auch wesentliche Teile ihrer Akquisitionsaktivitäten an Drittpersonen im Ausland aus. Die Untersuchungen ergaben, dass die X AG ihren GwG-Sorgfaltspflichten mit Blick auf ihre Betriebsorganisation und die ordnungsgemässe Identifizierung der Vertragsparteien nicht nachgekommen war. Damit hatte die X AG grundlegende Vorschriften des Geldwäschereigesetzes verletzt. Zudem beschäftigte die X AG einen einschlägig vorbestraften Händler, der die Geschäftsaktivitäten der Gesellschaft als faktisches Organ massgeblich beeinflusste. Die X AG und ihre Organe boten vor diesem Hintergrund keine Gewähr für eine einwandfreie Geschäftsführung.

**Massnahmen:** Bewilligungsentzug und Liquidation der X AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 20 GwG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

14

**Entscheiddatum:** 5.9.2014

**Partei:** Bank X

**Thema:** Organisations- und Gewährserfordernisse im Zusammenhang mit der Geschäftsbeziehung zur externen Vermögensverwalterin Y AG

**Fallzusammenfassung:** Die externe Vermögensverwalterin Y AG verwaltete bei der Bank X Vermögen mehrerer Dutzend Kundinnen und Kunden. Die Geschäftsbeziehung zur Y AG war in vielerlei Hinsicht auffällig und ungewöhnlich. So kaufte die Y AG mit nahezu der Gesamtheit der verwalteten Kundenvermögen illiquide Wertpapiere bei einer Gesellschaft, die unter ihrem Einflussbereich stand. In der Folge sorgte diese Gesellschaft für den Handel der Wertpapiere, während die Y AG An- und Verkaufspreise selbstständig festlegte und der Bank die Kursangaben für die Depotauszüge lieferte. Fällige Rückzahlungsbeträge wurden für den Kauf weiterer Wertpapiere verwendet, ohne dass dazwischen effektiv ein Mittelzufluss zu den Kunden stattgefunden hatte. Die FINMA warf der Bank in ihrer Verfügung vor, die Ungewöhnlichkeit der Geschäftstätigkeit der Y AG und ihren eigenen ungenügenden Informationsstand erkannt und trotzdem während Jahren unzureichend reagiert zu haben. Namentlich hatte es die Bank unterlassen, ihre Rechts- und Reputationsrisiken angemessen zu erfassen, zu begrenzen und zu überwachen.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Veröffentlichung von Erwägungen sowie des Verfügungsdispositivs für die Dauer von 2 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5756/2014

19

### 15

**Date de la décision :** 18.9.2014

**Partie :** X SA (gestionnaire de placements collectifs de capitaux)

**Sujet :** Reconsidération (cf. cas 7), frais de la procédure

**Résumé du cas :** Par décision du 23 mai 2014, la FINMA a retiré l'autorisation de gestionnaire à X SA (cf. cas 7). Dans le cadre de la procédure de recours devant le Tribunal administratif fédéral (TAF), X SA a produit l'autorisation formelle de gérer un fonds de droit luxembourgeois, octroyée depuis lors par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Sur cette base, la FINMA a reconsidéré sa décision initiale, en maintenant toutefois la mise à la charge de X SA de l'intégralité des frais occasionnés par la décision de retrait d'autorisation. Ce dernier point est actuellement litigieux devant le TAF.

**Mesures :** Reconsidération du retrait d'autorisation initialement prononcé (Art. 58 PA), mise à la charge de la société des frais de procédure (Art. 15 LFINMA)

**Entrée en force :** Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-3446/2014 (recours portant uniquement sur la mise à charge des frais de procédure).

### 16

**Entscheiddatum:** 18.9.2014

**Partei:** A (Versicherungsvermittler und Vertriebsträger)

**Thema:** Unbezahlte Prämien der Berufshaftpflichtversicherung

**Fallzusammenfassung:** Versicherungsvermittler A hatte ab 2004 eine Bewilligung der FINMA als Vertriebsträger kollektiver Kapitalanlagen. Seit 2007 war er zudem im Register für Versicherungsvermittler eingetragen. Weil A seine Prämien nicht bezahlte, hat die Versicherung dessen Berufshaftpflichtversicherung aufgelöst. Zudem hat die FINMA A mehrmals erfolglos aufgefordert, einen Fragebogen zur Aktualisierung der Daten zur Vertriebsträgerbewilligung einzureichen. Nachdem A weder auf die Schreiben der FINMA reagiert noch einen Nachweis einer abgeschlossenen Berufshaftpflichtversicherung oder eine gleichwertige Garantie erbracht hatte, entzog ihm die FINMA die Bewilligung als Vertriebsträger kollektiver Kapitalanlagen und strich ihn aus den entsprechenden Registern.

**Massnahmen:** Entzug der Bewilligung und Streichung aus dem Register für Vertriebsträger kollektiver Kapitalanlagen sowie aus dem Versicherungsvermittlerregister (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 51 Abs. 1 und Abs. 2 Bst. g VAG und Art. 134 KAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

17

**Data della decisione:** 3.10.2014

**Parte:** IFDS X AG

**Tema:** Condizioni per il mantenimento dell'autorizzazione IFDS

**Riassunto:** La X AG aveva ottenuto nel 2008 l'autorizzazione per l'esercizio di un'attività di intermediario finanziario direttamente sottoposto (IFDS). L'attività societaria principale era l'esecuzione di mandati fiduciari nell'ambito dell'acquisto di immobili e la gestione patrimoniale sulla base di procure amministrative. La X AG ha sin dall'inizio mostrato una scarsa collaborazione nei confronti della FINMA. Diverse mutazioni societarie occorse negli anni sono state comunicate solo sporadicamente, per di più con ritardi e lacune a livello della documentazione (p. es. assunzioni e dimissioni di collaboratori, modifiche dell'amministratore unico e dell'azionariato). La X AG non ha mai fornito risposte in merito all'attività effettivamente esercitata e prodotto i rapporti annuali di revisione LRD con ritardi e lacune. Dal 2012 nessun rapporto di revisione LRD è più stato inviato alla FINMA, in quanto la X AG non aveva più nominato alcuna società di audit abilitata alla revisione LRD. La X AG ha violato a più riprese l'obbligo di informazione e notifica nei confronti della FINMA (Art. 29 LFINMA) e l'obbligo di verifica (Art. 19a LRD). A seguito di una scarsa organizzazione e avendo totalmente disatteso i propri obblighi di collaborazione, la X AG non adempiva più le condizioni per l'autorizzazione quale IFDS (Art. 14 cpv. 2 lett. c LRD).

**Provvedimenti:** Ritiro dell'autorizzazione quale intermediario finanziario direttamente sottoposto, liquidazione (Art. 37 LFINMA in combinato disposto con l'Art. 20 LRD)

**Crescita in giudicato:** La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

18

**Entscheiddatum:** 24.10.2014

**Parteien:** A (Aktuar)

**Thema:** Anforderungen an einen Aktuar einer Versicherungsgesellschaft

**Fallzusammenfassung:** Anlässlich der Genehmigung des Geschäftsplans der Versicherungsgesellschaft Y im Herbst 2013 erachtete die FINMA die Voraussetzungen von A als verantwortlichem Aktuar für nicht erfüllt. Mit Schreiben von April und Juli 2014 verlangte A von der FINMA eine begründete Verfügung zu den aufsichtsrechtlichen Anforderungen als verantwortlicher Aktuar der Versicherungsgesellschaft Y. Die FINMA trat auf das Begehren von A nicht ein, weil er als potenzieller verantwortlicher Aktuar nicht legitimiert sei, in eigenem Interesse ein entsprechendes Verfahren über die Genehmigung des Geschäftsplans eines Versicherungsunternehmens anzustrengen. Zudem weise A kein schutzwürdiges Interesse als besonders berührter Dritter auf, weil das Bewilligungsverfahren der Versicherungsgesellschaft Y bereits abgeschlossen war und sich die Prüfung der FINMA immer auf eine konkrete Tätigkeit bei einem bestimmten Versicherungsunternehmen beziehe. Das Begehren von A erfolgte zudem verspätet, weil ihm Sachverhalt sowie Begründung der Ablehnung spätestens im Januar 2014 bekannt gewesen waren. Er hätte zu diesem Zeitpunkt ein Rechtsmittel ergreifen oder zumindest eine anfechtbare Verfügung verlangen müssen.

**Massnahmen:** Nichteintreten (Art. 25 VwVG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 19

**Data della decisione:** 30.10.2014

**Parte:** Ricorrente A (candidato all'ottenimento della qualifica d'intermediario assicurativo)

**Tema:** Ricorso contro la decisione della Commissione di ricorso in materia di esame per la qualifica d'intermediario assicurativo

**Riassunto:** Il candidato A ha sostenuto le prove scritte e orali per l'ottenimento della qualifica d'intermediario assicurativo. Dopo la notifica della decisione di non superamento della prova orale, A ha interposto ricorso presso la Commissione di ricorso, istituita dalla FINMA, ai sensi dell'Art. 18 del Regolamento d'esame per il conseguimento della qualifica professionale d'intermediario assicurativo. A seguito del non accoglimento del proprio gravame, egli ha presentato ricorso alla FINMA. Il ricorrente si è limitato a esprimere la volontà di ottenere una nota sufficiente, senza precisare in quali domande e per quale motivo riteneva che ulteriori punti dovessero essergli assegnati. Non fornendo sufficienti indicazioni sull'ipotetico conseguimento dei punti mancanti, il ricorrente non permetteva di valutare la richiesta, a maggior ragione se si considera che l'autorità di ricorso (la FINMA in questo caso) non possiede le competenze tecniche specifiche per valutare la prestazione d'esame. Attribuendo in maniera arbitraria i punti mancanti, l'autorità di ricorso si esporrebbe a originare ingiustizie e discriminazioni nei confronti degli altri candidati all'esame. La FINMA, dopo aver analizzato le allegazioni del ricorrente e i documenti di correzione utilizzati dagli esaminatori, ha quindi constatato la correttezza della decisione impugnata.

**Provvedimenti:** Il ricorso contro la decisione della Commissione di ricorso è respinto.

**Crescita in giudicato:** La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

### 20

**Entscheiddatum:** 14.11.2014

**Partei:** Bank X

**Thema:** Risikomanagement im Zusammenhang mit dem grenzüberschreitenden US-Kundengeschäft

**Fallzusammenfassung:** Die Bank X nahm in den Jahren 2009 und 2010 überproportional viele ungesteuerte US-Kunden von anderen Schweizer Banken an. Sie verfolgte damit eine riskante Geschäftsstrategie in der Erwartung, dass diese US-Kunden u.a. im Rahmen des amerikanischen Steueramnestieprogrammes ihre ungesteuerten Vermögen offenlegen würden. Mit dieser Strategie ging die Bank X für sie erkennbar hohe Risiken ein. Dafür waren ihre Risikomanagementprozesse (Analysen, Weisungen, Kontrollen etc.) unzureichend. So waren z.B. lange Zeit weder eine fundierte Risikoanalyse zur US-Geschäftsstrategie noch spezifische Weisungen bzw. Schulungen zum US-Kundengeschäft vorhanden. Insgesamt verfügte die Bank X über kein adäquates Risikomanagement in diesem Zusammenhang. Dadurch setzte die Bank sich und ihre Mitarbeiter unnötigen und unverhältnismässig hohen Rechts- und Reputationsrisiken in den USA aus und verletzte auch das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG).

**Massnahmen:** Auflagen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands (Art. 31 FINMAG), Überprüfung der Massnahmen durch die Prüfungsgesellschaft (Art. 24 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 21

**Data della decisione:** 28.11.2014

**Parte:** A (quadro superiore della banca X)

**Tema:** Garanzia di un'attività irreprensibile, condizioni per un'organizzazione conforme e gestione dei rischi, obbligo di allestire e conservare i documenti

**Riassunto:** A era responsabile della cassa e della clientela attiva nel commercio di banconote, nonché membro dei quadri della banca X. La banca X aveva provveduto a sottoporre le operazioni di cassa, i trasferimenti di valori patrimoniali e l'attività con commercianti di banconote a specifiche regole interne, atte a minimizzare i rischi giuridici e di reputazione sia per l'istituto, sia per i propri collaboratori. Nel procedimento è emerso come A abbia eluso dette direttive e, a partire dal 2010, effettuato numerose operazioni di cassa e di prelievo, senza che le stesse venissero contabilizzate sulle relazioni delle società dedite al commercio di banconote coinvolte, avendo inoltre simulato dei versamenti in contanti, in realtà mai avvenuti. La motivazione a fronte di tale agire era il tentativo di coprire a livello contabile uno scoperto sui conti delle summenzionate società rilevato da un controllo interno nel luglio 2012. La differenza tra l'importo di cassa complessivo indicato nei bilanci del sistema informatico dalla banca X e quello fisicamente presente in cassa ammontava a svariati milioni di CHF. A non fornisce più la garanzia di un'attività irreprensibile, avendo violato gravemente le disposizioni legali in materia di vigilanza (Art. 3 cpv. 2 lett. a e c LBCR, Art. 9 cpv. 3 OBCR, Art. 7 LRD).

**Provvedimenti:** Divieto di esercizio della professione per una durata di 5 anni (Art. 33 LFINMA)

**Crescita in giudicato:** La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

### 22

**Entscheiddatum:** 28.11.2014

**Parteien:** DUFI X AG, A (Geschäftsführer und Verwaltungsrat)

**Thema:** GwG-Sorgfaltspflichten, Rückgabe der Bewilligung, Entlassung aus der Aufsicht

**Fallzusammenfassung:** Die X AG war im Bereich des internetbasierten Geld- und Wertübertragungsgeschäfts tätig. Sie verfügte seit 2008 über eine Bewilligung der FINMA als direkt unterstellte Finanzintermediärin (DUFI). Nachdem die FINMA eine Untersuchung wegen Verletzung von GwG-Sorgfaltspflichten eröffnet hatte, erklärte die X AG, auf ihre Bewilligung zu verzichten und ihre Aktivitäten ins Ausland verlegen zu wollen. In der Folge wies die X AG gegenüber der FINMA jedoch nicht nach, dass sie ihre Geschäftsaktivitäten in der Schweiz tatsächlich eingestellt hatte. Die FINMA setzte mit superprovisorischer Verfügung einen Untersuchungsbeauftragten ein und ermächtigte ihn, anstelle der Organe der X AG zu handeln. Die Untersuchungen ergaben, dass die X AG auch nach der vermeintlichen Einstellung der Geschäftstätigkeit über ihre Schweizer Konten Kundengelder an Dritte im Ausland transferierte. Die FINMA stellte deshalb eine schwere Verletzung von Aufsichtsrecht fest und sprach eine Unterlassungsanweisung gegenüber der X AG sowie deren Geschäftsführer und Verwaltungsrat A aus.

**Massnahmen:** Feststellung der schweren Verletzung von Aufsichtsrecht (Art. 32 FINMAG), Entlassung aus der Aufsicht, Unterlassungsanweisung an A und die X AG

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 23

**Date de la décision :** 12.12.2014

**Partie :** Intermédiaire en matière d'assurance X SA

**Sujet :** Activité d'intermédiaire d'assurance

**Résumé du cas :** X SA est un intermédiaire d'assurance, qui développe, administre, distribue ses propres produits et, dans certains cas, encaisse les primes qui y sont liées. Elle n'assume cependant pas le risque découlant de ses produits. X SA était sous contrat avec la société d'assurance suisse Y SA, qui supportait le risque lié à ses produits. Suite à la résiliation par Y SA du contrat qui la liait à X SA, cette dernière a dû trouver un nouveau porteur de risques. X SA n'avait pas pris de façon suffisamment rapide et systématique les mesures qui s'imposaient, de sorte que l'accompagnement par un chargé d'enquête d'abord, puis par la FINMA ensuite, s'était avéré nécessaire. X SA encaissant directement les primes liées à ses produits, elle a en outre dû s'affilier à un organisme d'autorégulation. La FINMA a relevé que X SA manquait de cohérence et d'exhaustivité, mais n'a pas constaté d'abus au sens de l'Art. 46 al. 1 let. f de la loi fédérale sur la surveillance des entreprises assurances (LSA).

**Mesures :** Mesure de sûreté (Art. 51 al. 1 LSA)

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

### 24

**Entscheiddatum:** 19.12.2014

**Partei:** Bank X

**Thema:** Gewährs- und Organisationserfordernis; Auskunfts- und Mitwirkungspflicht

**Fallzusammenfassung:** Bei der Zusammenarbeit mit einem Kreditvermittler setzte sich die Bank X hohen Rechts- und Reputationsrisiken aus. Dies insbesondere, weil die Mitarbeiter der Bank dem Kreditvermittler in grossem Ausmass Kundendaten weitergaben, obwohl in vielen Fällen keine Einwilligung der Kunden vorlag. Das interne Kontrollsystem der Bank war diesbezüglich ungenügend. Im Rahmen der aufsichtsrechtlichen Vorabklärungen forderte die FINMA die Bank X auf, verschiedene Abklärungen zu tätigen und der FINMA Auskünfte zukommen zu lassen. Im Zuge der Interaktion zwischen der Bank und der FINMA stellte sich heraus, dass die Bank Informationen zurückhielt. Die FINMA stellte fest, dass die Bank mit ihrem Vorgehen gegen ihre Gewährs- und Organisationspflichten sowie gegen ihre aufsichtsrechtliche Auskunfts- und Mitwirkungspflicht verstossen hat.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Zusatzprüfung (Art. 24 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.



### Surveillance des marchés

25

**Entscheiddatum:** 28.3.2014

**Parteien:** A und B (Kundenberater bei der Bank X)

**Thema:** Marktmanipulation

**Fallzusammenfassung:** Die Bank X unterhielt eine Geschäftsbeziehung zur externen Vermögensverwalterin Z AG. Diese hielt für sich selber sowie für etwa 20 ihrer Kunden über 19,5 Mio. Pennystock-Titel, die im Ausland über eine elektronische Plattform für nicht kotierte Aktien gehandelt wurden. Nachdem die Bank die Titel mangels regelmässigen Handels ab Dezember 2010 mit 0.– bewertet hatte, gelangte Geschäftsführer und Verwaltungsrat D der Z AG an den Kundenberater A mit dem Begehren, während einiger Tage die Titel so zu handeln, dass der Kurs von 1.– auf 1.50 ansteige. Die Kundenberater A und B nahmen in der Folge von D diverse Kauf- und Verkaufsaufträge in den genannten Titeln entgegen. In der Folge stieg der Kurs Ende Jahr innerhalb von acht Tagen von 1.– auf 1.46 an. Diese Transaktionen erfolgten zunächst zwischen demselben wirtschaftlich Berechtigten («Wash Trade») und danach durch Eingabe von gegenläufigen Kauf- und Verkaufsaufträgen auf Rechnung zweier verbundener Personen («improper matched orders»). Die FINMA stellte fest, dass die Kundenberater A und B die Marktmanipulation erkannt und daran mitgewirkt hatten. Entgegen der internen Weisung hatten die beiden es zudem unterlassen, die eigene Compliance-Abteilung zu informieren. Das Verhalten von A und B stellte eine grobe Verletzung des FINMA-RS 08/38 «Marktverhaltensregeln» sowie der betriebsinternen Vorschriften dar.

**Massnahmen:** Tätigkeitsverbot gegen A und B für die Dauer von je 6 Monaten (Art. 35a BEHG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

26

**Entscheiddatum:** 12.9.2014

**Partei:** A (Mitarbeiter im obersten Kader der Bank X)

**Thema:** Marktmanipulation

**Fallzusammenfassung:** A war als Mitarbeiter im obersten Kader unter anderem für den ordnungsgemässen Eigenhandel in den eigenen Effekten der Bank X verantwortlich. Wegen externer Ereignisse kamen die Effekten von Bank X zeitweise unter starken Abgabedruck. A beschloss zusammen mit anderen, massive Stützungskäufe in den eigenen Effekten zu tätigen, um den Kurszerfall aufzuhalten. Dabei erteilte A auch Kursvorgaben an die Händler der Bank X. A war zudem für die Ausarbeitung und Umsetzung eines neuen Reglements verantwortlich, das den Handel in eigenen Aktien regelte. Das Reglement wurde so konzipiert, dass weiterhin massive Stützungskäufe möglich waren. Aus diesem Grund stieg der Eigenbestand der Bank X auch nach Einführung des neuen Reglements stark an. Die FINMA befand, dass A mit seinem Verhalten in schwerer Weise gegen das aufsichtsrechtliche Verbot der Marktmanipulation (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG, Art. 10 Abs. 2 Bst. d BEHG sowie FINMA-RS 08/38 Rz. 24-29) verstossen hat.

**Massnahmen:** 3 Jahre Berufsverbot (Art. 33 FINMAG) und 3 Jahre Tätigkeitsverbot (Art. 35a BEHG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 27

**Entscheiddatum:** 24.10.2014

**Partei:** Bank X

**Thema:** Marktmanipulation

**Fallzusammenfassung:** Die FINMA führte eine vertiefte Untersuchung des Marktverhaltens bei verschiedenen Banken durch. Gegenstand war insbesondere der Handel mit eigenen an einer Schweizer Börse kotierten Titeln. Im Fall der Bank X stellte die FINMA erhebliche Unregelmässigkeiten fest. Die Bank X beeinflusste die freie börsliche Kursbildung der Effekten zwischen Sommer 2009 und Frühjahr 2013. Die Bank kaufte die eigenen Titel mit dem Ziel, dem Absinken des Kurses entgegenzuwirken. Insbesondere vor und während der Publikation von Geschäftszahlen sowie an Monats- und Jahresenden stützte die Bank den Börsenkurs der eigenen Titel. Die Bank X erkannte die Interessenkonflikte im Kunden- und Eigenhandel, die aus diesem Vorgehen entstanden, nicht und ergriff keine Massnahmen. Zudem übten die Kontrollinstanzen der Bank keine genügende Kontrolle über den Handel mit eigenen Titeln aus. Die FINMA befand, dass die Bank X damit in schwerer Weise gegen das aufsichtsrechtliche Verbot der Marktmanipulation sowie gegen das Gewährs- und Organisationserfordernis verstossen hat (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG, Art. 10 Abs. 2 Bst. d BEHG sowie FINMA-RS 08/38 Rz. 24-29).

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Auflagen mit Bezug auf die Auslagerung des Market Making (Art. 31 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

**Medienmitteilung FINMA vom 29.10.2014**

### 28

**Entscheiddatum:** 24.10.2014

**Partei:** A (Mitarbeiter im obersten Kader der Bank X)

**Thema:** Marktmanipulation

**Fallzusammenfassung:** A war Mitarbeiter im obersten Kader der Bank X (vgl. Fall **27**). Er initiierte die Ausarbeitung von Massnahmen zur Kurssteuerung der X-Aktie. An Monatsenden und zu bestimmten Stichtagen (z.B. anlässlich anstehender Bilanzmedienkonferenzen) legte A telefonisch mit Händlern der Bank Kursziele fest. Die FINMA befand, dass A damit in schwerer Weise gegen das aufsichtsrechtliche Verbot der Marktmanipulation sowie gegen das Gewährserfordernis verstossen hat (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG, Art. 10 Abs. 2 Bst. d BEHG sowie FINMA-RS 08/38 Rz. 24-29).

**Massnahmen:** 3 Jahre Berufsverbot (Art. 33 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

**Medienmitteilung FINMA vom 29.10.2014**

### 29

**Entscheiddatum:** 7.11.2014

**Partei:** Bank X

**Thema:** Marktverhalten, Organisations- und Gewährserfordernis im Zusammenhang mit dem Devisenhandelsgeschäft

**Fallzusammenfassung:** Ende September 2013 zeigte die Bank X der FINMA an, dass eine gezielte interne Untersuchung Hinweise auf Manipulationen von Devisenreferenzwerten ergeben hatte, worauf die FINMA ein Verfahren gegen die Bank eröffnete und einen Untersuchungsbeauftragten einsetzte. Die umfangreiche Analyse der von den Händlern des Devisenhandelsdesks in Zürich verwendeten Chats, der Handelsdaten und vieler weiterer relevanter Unterlagen sowie die Ergebnisse zahlreicher Befragungen der Händler ergaben, dass diese - teilweise durch den Austausch von Informationen und Absprachen - wiederholt und über einen längeren Zeitraum hinweg versuchten, Devisenreferenzwerte zu manipulieren und dadurch einen Profit zu erzielen. Zudem handelten die Devisenhandler der Bank X wiederholt gegen die Interessen ihrer Kunden, indem sie unter anderem deren Stop-Loss-Aufträge auslösten, vor Kundenaufträgen Geschäfte für die Bank tätigten (Front Running), in den Chats vertrauliche Kundeninformationen offenlegten und treuwidriges Verhalten Dritter in Kauf nahmen. Diese Verhaltensweisen wurden nicht nur im Devisenhandel, sondern teilweise auch im Edelmetallhandel festgestellt. Begünstigt wurde das Fehlverhalten der Händler dadurch, dass die Bank die im Devisen- und Edelmetallhandel vorhandenen Risiken nicht angemessen erfasste und beurteilte, über unzulängliche Kontrollinstrumente verfügte und die Compliance in Bezug auf den Devisen- und Edelmetallhandel ungenügend war. Die FINMA rechnete der Bank das Verhalten ihrer Händler aufsichtsrechtlich zu und kam zum Schluss, dass sie gegen den aufsichtsrechtlichen Grundsatz von Treu

und Glauben, das Gebot redlichen Handelns sowie die Anforderungen an eine angemessene Verwaltungsorganisation verstossen und damit die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit schwer verletzt hat.

**Massnahmen:** Einziehung (Art. 35 FINMAG), organisatorische Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands (Art. 31 FINMAG), Einsetzung eines Prüfbeauftragten (Art. 36 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

**Medienmitteilung FINMA vom 12.11.2014**

### Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

28

Casistique de la FINMA  
FINMA | Rapport 2014 sur l'enforcement

30

**Entscheiddatum:** 10.1.2014

**Parteien:** X AG, natürliche Person A

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Fallzusammenfassung:** Die X AG war im Bereich des Handels mit Lizenzen von Fussballspielern tätig. Zur Finanzierung dieser Tätigkeiten verkaufte die X AG über einen Vermittler eigene Aktien an über 50 Privatpersonen. Dabei verpflichtete sich die X AG jeweils, die eigenen Aktien nach einer Laufzeit von drei bis dreieinhalb Jahren zu einem wesentlich höheren Preis wieder zurückzukaufen. Damit kam dem Geschäft Einlagecharakter zu, weshalb ein Verstoss gegen das Bewilligungserfordernis von Art. 1 Abs. 2 BankG vorlag. Insgesamt nahm die X AG auf diese Weise über CHF 1,6 Mio. ein. Der Verwaltungsrat und alleinige Geschäftsführer A verwendete dieses Geld nicht für den Erwerb von Lizenzrechten.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Konkureröffnung über die X AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG), Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen Verwaltungsrat A für die Dauer von 2 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

31

**Data della decisione:** 24.1.2014

**Parte:** X SA

**Tema:** Esercizio dell'attività di commerciante di valori mobiliari senza autorizzazione, obbligo di fornire informazioni alla FINMA, accertamento della controparte e dell'avente economicamente diritto

**Riassunto:** La X SA risultava affiliata all'Organismo di Autodisciplina quale intermediario finanziario. L'attività della X SA consisteva nel commercio di valori mobiliari per proprio conto e nella gestione patrimoniale di un fondo d'investimento estero. Dal procedimento è risultato che la contabilità societaria dell'anno 2011 aveva subito molteplici manomissioni, allo scopo di restare al di sotto della soglia di assoggettabilità di CHF 5 miliardi annui per il commercio in proprio. È infatti emerso come la X SA fosse a conoscenza del superamento della soglia, ma che opportunisticamente avesse preferito adottare i dati forniti da Bloomberg, pur nella consapevolezza che fossero errati, poiché calcolati secondo un cambio medio. È stato accertato che l'attività per il fondo d'investimento consisteva nella gestione patrimoniale e non nella semplice consulenza (*trading advisor*) come invece sostenuto inizialmente. Agendo in questo modo, la Società ha violato in maniera grave l'obbligo di fornire in-

formazioni alla FINMA (Art. 29 LFINMA). Per quanto riguarda l'attività in favore del fondo d'investimento estero, la X SA ha disatteso i propri obblighi di identificazione delle controparti, nonché l'accertamento dell'avente diritto economico (Art. 3 e 4 LRD).

**Provvedimenti:** Decisione di accertamento (Art. 32 LFINMA), liquidazione della X SA (Art. 37 LFINMA in combinato disposto con l'Art. 10 LBVM)

**Crescita in giudicato:** La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

### 32

**Date de la décision :** 7.2.2014

**Partie :** Personne physique A

**Sujet :** Acceptation illicite de dépôts du public et activité de négociant en valeurs mobilières sans autorisation

**Résumé du cas :** Administrateur de la société X SA en liquidation (ordinaire), A a reçu des fonds du public et a agi comme négociant en valeurs mobilières pour le compte de tiers. Il a par ailleurs fait de la publicité, notamment sur le site Internet de sa société. Bien qu'exceptionnelle, l'ouverture d'une procédure contre une personne physique se justifiait au vu de l'implication de A dans l'activité de la société X SA en liquidation, dont la faillite par voie ordinaire avait été prononcée peu avant l'ouverture de la procédure.

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA), interdiction d'exercer sans l'autorisation nécessaire une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet, publication de cette mesure pour une durée de 5 ans (Art. 34 LFINMA)

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

### 33

**Entscheiddatum:** 14.3.2014

**Parteien:** X AG und Y AG, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe, faktische Zweigniederlassung

**Fallzusammenfassung:** Die X AG vertrieb Aktien von in- und ausländischen Drittfirmen gegen Bezahlung in WIR-Geld. Das WIR-System wird von der WIR Bank Genossenschaft betrieben und soll mittelständische Schweizer Unternehmen stärken. Die X AG bot Aktienkäufern an, ihr WIR-Guthaben zuerst in Wertpapiere und nach einer Mindesthaltefrist durch Weiterverkauf in Schweizer Franken umzuwandeln. Die Aktien wurden von der X AG mittels Telefonanrufen (Cold Calling) vertrieben. Insgesamt wurden Aktien für rund CHF 800 000.– an über 40 Kunden verkauft. Die Gelder wurden teils von der X AG, teils von der Liechtensteiner Y AG über Konten bei der WIR Bank entgegengenommen. Die Aktien wurden in der Regel von der Y AG, teilweise jedoch auch von der X AG an die Käufer ausgeliefert. In einigen Fällen fand trotz Kaufpreiszahlung keine Aktienausslieferung statt. Infolge Depotauflösung im Juli 2013 wurden die verbleibenden Aktienbestände der X AG auf ein Konto der Y AG in Liechtenstein übertragen. Hinter beiden Gesellschaften standen direkt (bei der X AG) oder indirekt (bei der Y AG) dieselben Personen: A und sein Sohn B in der Schweiz. Beide Gesellschaften wurden von denselben Büroräumlichkeiten aus in der Schweiz geleitet. Damit haben die X AG und die Y AG gemeinsam eine Emissionshaustätigkeit bzw. Effektenhandel betrieben, ohne über die notwendi-

ge Bewilligung zu verfügen. Sie haben somit gegen Art. 10 BEHG verstossen.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Eintragung der Schweizer Zweigniederlassung der Y AG ins Handelsregister, Konkurs über die X AG und die Zweigniederlassung der Y AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36a BEHG i.V.m. Art. 33 BankG), Publikation von Unterlassungsanweisungen an A und B für die Dauer von je 5 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 34

**Date de la décision :** 20.3.2014

**Parties :** X SA et six succursales de fait de sociétés étrangères

**Thème :** Activité de négociant en valeurs mobilières exercée sans droit, activité d'intermédiaire financier sans autorisation, groupe, succursales de fait

**Résumé du cas :** Une autorité pénale ainsi qu'un organisme d'autorégulation ont informé la FINMA de soupçons d'exercice d'une activité illicite par la société de gestion de fortune indépendante X SA, qui avait été impliquée dans une filière de blanchiment d'argent engagée par un réseau de trafic de stupéfiants actif à l'étranger. La FINMA a nommé un chargé d'enquête, qui a mis en évidence que X SA avait exercé sans droit une activité de négociant en valeurs mobilières en groupe ainsi que par le biais de succursales de fait de sociétés étrangères (Art. 10 LBVM) et que celles-ci exerçaient une activité d'intermédiaire financier (Art. 2 al. 3 LBA), sans autorisation de la FINMA ou affiliation auprès d'un organisme d'autorégulation.

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA), inscription au registre du commerce des succursales de fait de sociétés étrangères, liquidation de X et ses succursales avec nomination d'un liquidateur unique (Art. 37 LFINMA en relation avec l'Art. 36a LBVM et en relation avec l'Art. 33 LB)

### 35

**Date de la décision :** 21.3.2014

**Parties :** X SA, Y SA et personne physique A

**Sujet :** Acceptation illicite de dépôts du public en tant que groupe

**Résumé du cas :** X SA, appartenant à A, prospectait quotidiennement par téléphone des clients suisses pour leur proposer d'investir dans une plateforme de *spread betting* créée et exploitée par une société sise au Costa Rica et appartenant également à A. Par ailleurs, X SA proposait aux clients d'acquiescer ses obligations ainsi que ses actions nominatives liées, par le biais de contrats de prêt avec rémunération variable et des emprunts obligataires de sociétés tierces. Après la fermeture de la plateforme de *spread betting*, pas moins de 78 dépôts d'investisseurs ont été acceptés sous forme de prêts avec promesse de rémunération ou de remboursement aux créanciers, et ce, en l'absence des autorisations nécessaires de la FINMA (Art. 1 al. 2 LB). Suite à ses déboires, notamment avec la justice pénale, A a créé la société Y SA en vue de reprendre les activités de X SA. Malgré l'absence de réelle activité de Y SA, la FINMA a, en raison des liens personnels, économiques et fonctionnels étroits existant entre X SA et Y SA, reconnu l'existence d'un groupe au sens du droit de la surveillance.

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA), faillite (X SA) et mise en liquidation (Y SA), nomination d'un liquidateur (Art. 37 LFINMA en relation avec les Art. 23<sup>quinquies</sup> et 33 LB), interdiction à A d'exercer sans l'autorisation nécessaire une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet, publication de cette mesure pour une durée de 5 ans (Art. 34 LFINMA)

**Entrée en force :** La décision de la FINMA est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

### 36

**Entscheiddatum:** 18.4.2014

**Parteien:** W AG, X AG, Y AG, Z AG, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubter Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage als Gruppe

**Fallzusammenfassung:** Die W AG und die X AG waren Beteiligungsgesellschaften, die von über 200 Privatpersonen Gelder im Umfang von über CHF 10 Mio. entgegengenommen und im Gegenzug Aktien und Partizipationsscheine ausgegeben hatten. Die FINMA qualifizierte diese Investmentvehikel als bewilligungspflichtige kollektive Kapitalanlagen (SICAF, Art. 13 KAG), da es sich um reine Sitzgesellschaften ohne eigentliche unternehmerische Tätigkeiten mit mehrheitlich unqualifizierten Investoren ohne Mitspracherechte handelte. Nachdem Verwaltungsrat B wegen Betrugs verurteilt worden war und Verwaltungsrätin A, welche die Gesellschaften administrierte, es unterlassen hatte, die erforderlichen Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands einzuleiten, wurde über die W AG und die X AG die aufsichtsrechtliche Liquidation verfügt. Aufgrund ihrer Verflechtungen und zum Schutz der betroffenen Anleger wurde auch über die Holdinggesellschaft Y AG sowie die Tochtergesellschaft Z AG die aufsichtsrechtliche Liquidation verfügt.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Liquidation der Z AG und Konkurseröffnung über die W AG, X AG und Y AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 135 KAG bzw. Art. 137 KAG), Publikation von Unterlassungsanweisungen gegen A und B für die Dauer von je 3 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 37

**Entscheiddatum:** 25.4.2014

**Parteien:** X AG, natürliche Person A

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Fallzusammenfassung:** Zwischen 2009 und 2013 schloss die von A beherrschte X AG mit rund 500 Anlegern vor allem aus Deutschland sogenannte «Geschäftsbesorgungsverträge». Sie verpflichtete sich, die Gelder der Anleger in Futures-Geschäfte zu investieren, garantierte den Kapitalerhalt und stellte überdies ein Anlageziel in Aussicht. Zur Kundengewinnung setzte die X AG Vermittler ein. In der Folge zahlten die Anleger über EUR 22 Mio. auf mindestens vier Konten in Deutschland und Österreich ein. Entgegen dem Versprechen im Geschäftsbesorgungsvertrag wurden die Gelder jedoch nicht angelegt, sondern für den Betrieb eines Schneeballsystems zweckentfremdet. Als die FINMA eingriff, waren die entgegengenommenen Gelder nur noch teilweise vorhanden. Die FINMA stellte fest, dass die X AG und, aufgrund seines massgebenden Beitrags, auch A ohne die erforderliche Bewilligung gewerbsmässig Publikums-einlagen im Sinne von Art. 1 Abs. 2 BankG entgegengenommen haben.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Konkurseröffnung über die X AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG), Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.



38

**Entscheiddatum:** 28.5.2014

**Parteien:** X GmbH, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

**Fallzusammenfassung:** Die X GmbH beabsichtigte, Aktien der englischen Gesellschaft Z zum Nominalwert von EUR 0.10 zu erwerben, um sie in der Schweiz zu EUR 1.15 an Anleger zu verkaufen. Der Vermittler D kontaktierte mögliche Interessenten telefonisch, wofür ihm die X GmbH eine anteilmässige Provision ausbezahlte. Mit 16 Personen schloss die X GmbH schliesslich sogenannte «Darlehensverträge mit Wandelrecht». Die Anleger überwiesen EUR 787 500.– und CHF 402 000.– auf Konten der X GmbH und erhielten als Gegenleistung – zu einem späteren Zeitpunkt – insgesamt über 1,2 Mio. Aktien der englischen Gesellschaft Z. In einer zweiten Phase wurden weitere Aktien im Wert von knapp CHF 1 Mio. an insgesamt 27 Personen verkauft, wobei aufgrund der engen personellen, organisatorischen und wirtschaftlichen Verflechtungen zwischen der X GmbH und der Gesellschaft Z eine Tätigkeit als Gruppe vorlag. Die FINMA stellte für beide Phasen eine gewerbsmässige Effektenhändlerstätigkeit fest, die ohne die nach Art. 10 BEHG erforderliche Bewilligung ausgeübt wurde. Dafür waren der Strohmann-Direktor und -Gesellschafter A und der eigentliche Geschäftsführer und Alleingesellschafter B aufgrund ihres massgeblichen Beitrags verantwortlich.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Konkureröffnung über die X GmbH (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36a BEHG i.V.m. Art. 33 BankG), Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 1 Jahr (Art. 34 FINMAG). Keine Massnahmen gegen B, da dieser zwischenzeitlich verstorben war.

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

39

**Entscheiddatum:** 6.6.2014

**Parteien:** X GmbH und im Ausland domizilierte Zweigniederlassungen XA, XB und XC, natürliche Person A

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen als Gruppe

**Fallzusammenfassung:** Die X GmbH und ihre ausländischen Ableger XA, XB und XC boten über diverse Internetseiten Bankdienstleistungen an, u.a. Devisenhandel sowie das Bereitstellen von Bank- und Depositenkonten. Auf den Konten der X GmbH gingen von Januar 2012 bis September 2013 etwa 180 Einzahlungen von gut 20 Personen in der Höhe von mindestens CHF 1 Mio. ein. In der gleichen Periode tätigte die X GmbH umfangreiche Überweisungen an Forex-Handelsplattformen im Ausland. Die X GmbH und ihr einziges Organ A verweigerten gegenüber der FINMA jegliche Mitwirkung an der Aufarbeitung des Sachverhalts. Die FINMA stellte fest, dass die X-Gesellschaften gemeinsam als Gruppe gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen hatten, ohne über die notwendige Bankenbewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Da die Geschäftstätigkeit der X-Gruppe überwiegend von der Schweiz aus erfolgte, waren die ausländischen Entitäten faktische Zweigniederlassungen. Sie wurden entsprechend in das Handelsregister am Sitz der X eingetragen. Die FINMA stellte weiter fest, dass A aufgrund seines massgeblichen Beitrags ebenfalls ohne Bewilligung gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen und damit aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzt hat.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Konkursöffnung über die X GmbH sowie die eingetragenen Zweigniederlassungen XA, XB, und XC (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-4639/2014

### 40

**Entscheiddatum:** 6.6.2014

**Parteien:** X GmbH, natürliche Personen A und B

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Fallzusammenfassung:** Ab Dezember 2012 forderte der Vermittler B Anleger einer «Vorgängergesellschaft», über welche die FINMA bereits Massnahmen verhängt hatte, auf, ihre bestehenden Kapitalanlagen zu 100 Prozent abgesichert in ein Windparkprojekt einzubringen («umzuschreiben»). Die Zahlungen sollten neu an die X GmbH geleistet werden. Gestützt auf verschiedene mündliche und schriftliche Zusicherungen (Kapitalgarantie, Festzins, Eintragung in ein Treuhandregister etc.) leisteten 21 Anleger zwischen Januar und März 2013 Zahlungen in der Höhe von insgesamt rund CHF 450 000.– an die X GmbH. B, der bereits für die «Vorgängergesellschaft» 90 Anleger vermittelt hatte, vermittelte der X GmbH 19 dieser 21 neuen Anleger. Die FINMA stellte fest, dass die X GmbH gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen hat, ohne über die notwendige Bankbewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Weil B sowie der Geschäftsführer A massgeblich zum Erfolg der X GmbH beigetragen hatten und von einer eigentlichen Arbeitsteilung ausgegangen werden musste, wurden sie aufsichtsrechtlich der X GmbH zugerechnet, sodass auch sie gegen das Bankengesetz verstossen haben.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Konkursöffnung über die X GmbH (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG), Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von 5 Jahren bzw. 2 Jahren (Art. 34 FINMAG). B wurde zudem für die Dauer von 2 Jahren aus dem Versicherungsvermittlerregister der FINMA gestrichen.

**Rechtskraft:** Betreffend X GmbH und A rechtskräftig (BVGer B-3758/2014 vom 7.10.2014); betreffend B Beschwerdeverfahren BVGer B-3759/2014

41

**Entscheiddatum:** 20.6.2014

**Partei:** X AG

**Thema:** Unerlaubter Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage, Verfahrenseinstellung und Kostenauflegung

**Fallzusammenfassung:** Der Hauptzweck der X AG lag im Erwerb und Halten von Beteiligungen. Die X AG war an mehreren operativen Unternehmen aus dem Industriebereich beteiligt. Die Akquisition der Aktionäre erfolgte hauptsächlich über Werbung und Informationsanlässe für potenzielle Investoren. Gemäss Einschätzung der FINMA betrieb die X AG eine bewilligungspflichtige kollektive Kapitalanlage (SICAF, Art. 13 KAG). Im Rahmen eines Enforcementverfahrens zog die FINMA verschiedene Möglichkeiten in Betracht, um den ordnungsgemässen Zustand wiederherzustellen. In der Folge beschloss die X AG die freiwillige Liquidation. Unter Einhaltung von Vorgaben berichtete die X AG der FINMA regelmässig über das Liquidationsverfahren bis zu dessen Abschluss. Die FINMA stellte unter diesen Umständen das Verfahren gegen die X AG ein und auferlegte der X AG die Verfahrenskosten.

**Massnahmen:** Verfahrenseinstellung, Kostenauflegung (Art. 15 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

42

**Entscheiddatum:** 4.7.2014

**Partei:** Natürliche Person A

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

**Fallzusammenfassung:** A nahm zwischen 2003 und Anfang 2013 von mindestens 112 Personen Darlehen in der Höhe von rund CHF 3,3 Mio. und EUR 3,2 Mio. entgegen. Daneben konnte die FINMA weitere Darlehensgeber eruieren. Noch nach Eröffnung des Enforcementverfahrens nahm A von einem Anleger ein Darlehen in der Höhe von CHF 100 000.– in bar entgegen. Für jeden Darlehensgeber wies A separate Kundenkonten aus und stellte den Darlehensgebern jeweils periodisch «Posten- resp. Verbindlichkeitsausweise» zu. Die Darlehensverträge beinhalteten in der Regel eine Laufzeit von einem Jahr sowie einen Zinssatz von 4%. Mündlich sicherte A den Darlehensgebern indes eine Rendite von 20% bis 30% pro Jahr zu und wies diese höhere Rendite in den jeweiligen Posten- resp. Verbindlichkeitsausweisen als Gutschrift aus. Die FINMA stellte fest, dass A gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen hatte, ohne über die dafür notwendige Bankbewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 10 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 43

**Entscheiddatum:** 29.8.2014 und 2.10.2014

**Parteien:** X AG, Y AG und Z AG, natürliche Personen A, B und C

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe, unentgeltliche Rechtspflege und unentgeltlicher Rechtsbeistand

**Fallzusammenfassung:** Die X AG und die Z AG boten gemeinsam Aktien der angeblich im Rohstoffbereich tätigen Z AG öffentlich per Telefonanruf (Cold Calling) an und verkauften sie an etwa 160 Anleger. Daraus resultierten Zahlungen von rund CHF 8,6 Mio., die je nach Opportunität von der X AG und der Z AG und zeitweise auch von der Y AG entgegengenommen wurden. Die unter anderem über den Internetauftritt der Z AG den Anlegern vorgetäuschte Investitionstätigkeit im Rohstoffbereich wurde nur vordergründig verfolgt. Der via Drittfirma an die Börse gemeldete Kurs der Z-AG-Aktien wurde zudem von der Z AG selber willkürlich und überhöht festgelegt. Der Grossteil der Einnahmen aus den Aktienverkäufen wurde unmittelbar an nahestehende Firmen an Offshorestandorten weitergeleitet. Die Geschäftstätigkeit wurde direkt (X AG und Y AG) bzw. aus dem Hintergrund (Z AG) vollständig durch A und B kontrolliert. C als Verwaltungsrätin der Z AG war lediglich Strohfrau. Insgesamt hat die X AG unter zeitweiser Gruppenbeteiligung der Y AG ohne die gemäss Art. 10 BEHG erforderliche Bewilligung eine Emissionshaustätigkeit betrieben. Da die Z AG die eigenen Aktien grundsätzlich verkaufen durfte, erfüllte sie den Tatbestand einer Emissionshaustätigkeit nicht. A stellte wegen angeblicher Mittellosigkeit ein Gesuch um unentgeltliche Rechtspflege sowie unentgeltlichen Rechtsbeistand. Aufgrund der Verschiebung namhafter Beträge an nahestehende Firmen ins Ausland war die Mittellosigkeit nicht gegeben.

**Massnahmen:** Feststellung der unerlaubten Tätigkeit der X AG, der Y AG sowie von A und B (Art. 32 FINMAG), Konkursöffnung über die X AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36a BEHG i.V.m. Art. 33 BankG), Veröffentlichung der Verfügung gegenüber der Y AG (Art. 34 FINMAG), Publikation von Unterlassungsanweisungen gegen A und B für die Dauer von je 5 Jahren (Art. 34 FINMAG), Abweisung des Gesuchs um unentgeltliche Rechtspflege und unentgeltlichen Rechtsbeistand für A (Art. 29 Abs. 3 BV, Art. 65 Abs. 1 und 2 VwVG), kostenpflichtige Verfahrenseinstellung gegenüber der Z AG und C (Art. 15 FINMAG)

**Rechtskraft:** Betreffend X AG, Y AG sowie A nicht rechtskräftig (Beschwerdeverfahren BVGer B-5540/2014). Die anderen Parteien haben die Verfügung nicht angefochten; ihnen gegenüber ist diese rechtskräftig.

44

**Entscheiddatum:** 17.10.2014

**Parteien:** X AG und Y AG, natürliche Personen A, B, C, D, E und F

**Thema:** Unerlaubte Tätigkeit als Finanzintermediär

**Fallzusammenfassung:** Die X AG war während mehreren Jahren als Finanzintermediär in der Gründung und Verwaltung von komplexen Onshore- und Offshore-Strukturen tätig. Sie verfügte über einen Anschluss bei einer Selbstregulierungsorganisation (SRO). Im Juli 2013 wurde die X AG von der SRO ausgeschlossen. Der Ausschluss stand insbesondere mit dem Verhalten der beiden Organe A und B in direktem Zusammenhang. Gegen diese führt die Bundesanwaltschaft eine Strafuntersuchung wegen Verdachts auf Vermögens- und Urkundendelikte sowie Geldwäscherei. Trotz des Ausschlusses fuhr die X AG mit ihren Geschäften ohne Einschränkung fort. Die verantwortlichen Organe der X AG (A [Inhaber und faktisches Organ], B und C [je Mitglied des Verwaltungsrats]) versuchten mit der Y AG eine Parallelstruktur zur X AG aufzubauen, die bisherige Geschäftstätigkeit der X AG auf die Y AG zu transferieren und die Geschäfte unter gleicher personeller Besetzung weiterzuführen. Die Y AG konnte im Oktober 2013 zunächst bei einer anderen SRO den Anschluss erschleichen, indem sie wesentliche Tatsachen verschwieg. Im Frühling 2014 wurde auch die Y AG von dieser SRO ausgeschlossen. Die FINMA setzte bei beiden Gesellschaften einen Untersuchungsbeauftragten ein, dessen Untersuchungen von den Verantwortlichen beider Gesellschaften massiv behindert wurden. So wurde versucht, die Verflechtungen zwischen beiden Gesellschaften und den dahinterstehenden natürlichen Personen zu verschleiern.

Unter anderem wurden diverse Strohleute (D, E und F) als Organe vorgeschoben. Die Untersuchungen ergaben, dass die X AG und die Y AG wirtschaftlich und personell identisch waren. Beide waren ohne die nach Art. 14 GwG erforderliche Bewilligung im Bereich der Finanzintermediation tätig gewesen. A wurde als Hauptverantwortlicher identifiziert, der durch B und C bei seinen umfassenden Verschleierungshandlungen aktiv unterstützt worden war. Aufgrund ihrer massgeblichen Beiträge wurde die Ausübung einer unerlaubten Tätigkeit auch gegenüber A, B und C festgestellt.

**Massnahmen:** Feststellung einer unerlaubten Tätigkeit bei der X AG und der Y AG sowie bei A, B und C (Art. 32 FINMAG), Liquidation der X AG und der Y AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 20 GwG), Publikation von Unterlassungsanweisungen gegen A, B und C für die Dauer von je 7 Jahren (A) bzw. 3 Jahren (B, C). Gegenüber D, E und F wurde das Verfahren eingestellt.

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-6737/2014, B-6753/2014, B-6825/2014, B-6749/2014

### 45

**Entscheiddatum:** 30.10.2014

**Parteien:** X AG, Y AG, Z AG, W AG, natürliche Personen A, B und C

**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

**Fallzusammenfassung:** Die X AG vermittelte Aktien der Z AG und der W AG und schloss mit den Interessenten als «Vermittlungsverträge» bezeichnete Kaufverträge ab. Der Aktienverkauf erfolgte mittels Telefonvertrieb durch externe Vermittler oder Mitarbeiter der X AG. Die entsprechenden Aktienzertifikate wurden bei der Y AG aufbewahrt. Die Y AG nahm auch den Kaufpreis entgegen, verteilte die Gelder, verschickte die Aktienzertifikate oder bewahrte diese für die Käufer auf. Der Aktienverkauf stellte die Haupttätigkeit der X AG dar. Diese war darauf ausgerichtet, regelmässig Erträge aus dieser Tätigkeit zu erzielen. Aufgrund verschiedener enger wirtschaftlicher, organisatorischer und personeller Verflechtungen wurden die X AG, die Y AG, die Z AG und die W AG als Gruppe betrachtet, die eine Emissionshaustätigkeit betrieb, ohne über die nach Art. 10 BEHG erforderliche Bewilligung zu verfügen. A, B und C leisteten dazu einen massgeblichen Beitrag.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Konkureröffnung über sämtliche Gesellschaften (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36a BEHG i.V.m. Art. 33 BankG), Publikation von Unterlassungsanweisungen gegen A und B für eine Dauer von je 5 Jahren bzw. 2 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 46

**Entscheiddatum:** 30.10.2014

**Parteien:** Verein X, Y AG und Z AG, natürliche Personen A, B und C

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen als Gruppe

**Fallzusammenfassung:** Über eine komplexe Gruppenstruktur haben der Verein X, die Y AG und die Z AG (X-Gruppe) zwischen Juli 2011 und März 2014 von mindestens 316 Privatpersonen sog. «Förderdarlehen» in der Höhe von rund CHF 14,1 Mio. entgegengenommen. Den Darlehensgebern wurde eine Rendite von 5% p.a. in Aussicht gestellt; die Mindestlaufzeit der Darlehen betrug fünf Jahre. Ein Teil der Gelder wurde für den Erhalt der Gruppenstruktur (Mieten, Löhne, eigene Bezüge etc.) verwendet. Grösstenteils wurden die Gelder jedoch in Anteile des M-Fonds (Fonds nach maltesischem Recht mit Domizil in Malta) investiert. Die X-Gruppe war mit dem M-Fonds bzw. der Fondsleitung eng verbunden. U.a. amtierte die Y AG für den M-Fonds als Beraterin und Einkäuferin von Kunstgegenständen und konnte somit direkten Einfluss auf dessen Anlagetätigkeit ausüben. Die Gesellschaftsorgane, A, B und C leisteten dazu einen massgeblichen Beitrag. Die FINMA stellte fest, dass die X-Gruppe sowie A, B und C gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen haben, ohne über die erforderliche Bankenbewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Liquidation des Vereins X, Konkureröffnung über die Y AG und die Z AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 23<sup>quinquies</sup> BankG bzw. Art. 33 BankG), Publikation von Unterlassungsanweisungen gegen A, B und C für die Dauer von je 3 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Rechtsmittelfrist läuft

47

**Entscheiddatum:** 6.11.2014

**Parteien:** X GmbH, natürliche Person A

**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen als Gruppe

**Fallzusammenfassung:** A füllte Steuererklärungen aus und bot als Gesellschafter, Inhaber und einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der X GmbH sowie seines Einzelunternehmens seinen Kunden ein Investment in seine Unternehmen an. Mehr als 20 Personen zahlten insgesamt mehrere Tausend Schweizer Franken an A und seine Unternehmen. Die Gelder verwendete A für private Zwecke und für die Erweiterung seiner Geschäftstätigkeit. Die X GmbH, A und sein Einzelunternehmen haben gemäss Verfügung der FINMA als Gruppe gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen, ohne über die notwendige Bankenbewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen.

**Massnahmen:** Feststellung (Art. 32 FINMAG), Konkursöffnung über die X GmbH und über A (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG), Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG)

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

48

**Date de la décision :** 11.12.2014

**Parties :** X SA (société de gestion de fortune), personne physique A

**Sujet :** Acceptation illicite de dépôts du public

**Résumé du cas :** Suite à la décision d'un OAR d'exclure la société X SA et à l'ouverture d'une procédure pénale contre A, la FINMA a ouvert une procédure d'*enforcement* à l'encontre de X SA et de A. Pour pouvoir notifier cette ouverture aux parties, elle a dû publier une communication dans la Feuille fédérale et sur son site Internet en leur impartissant un délai pour élire un domicile de notification en Suisse. A a reconnu devant les autorités pénales avoir rempli et signé de fausses déclarations à l'intention de l'OAR de X SA, faisant croire que X SA n'avait pas plus de six clients. En réalité, X SA a accepté, sur son propre compte, des dépôts de plus de 40 personnes pour un montant de 2,5 millions de francs suisses. A a, d'une part, utilisé cet argent pour financer son train de vie et couvrir les frais de sa société et, d'autre part, perdu l'essentiel des investissements de ses clients en les transférant, contrairement à l'accord passé, sur des systèmes en ligne de *trading* sur le forex ou d'autres produits spéculatifs. Une plainte pénale groupée a été déposée par les investisseurs.

**Mesures :** Décision en constatation (Art. 32 LFINMA), faillite de X SA (Art. 37 LFINMA en relation avec l'Art. 33 LB), interdiction d'exercer sans l'autorisation nécessaire une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet, publication de cette mesure pour une durée de 5 ans (Art. 34 LFINMA)

**Entrée en force :** La décision est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

39

### 49

**Entscheiddatum:** 18.12.2014

**Partei:** X AG

**Thema:** Unterstellungsfragen nach KAG, Verfahrenseinstellung und Kostenaufgabe

**Fallzusammenfassung:** Die X AG beabsichtigte, im Transfergeschäft mit Juniorenfußballspielern aktiv zu werden und über Aktienanlagen von Privatanlegern Mittel zu beschaffen. In eigens dafür erstellten Werbeproschüren sowie auf ihrer Website verkündete die X AG unter anderem, dass es sich dabei um eine alternative, mittelfristige Investitionsmöglichkeit für jede Investorin und jeden Investor handle, die der Diversifizierung diene. Angestrebt werde eine mit Private Equity vergleichbare Rendite. Die Gewinne würden nach drei bis fünf Jahren realisiert, sobald die Juniorenspieler einen Profifußballvertrag eingingen. Im Rahmen ihrer Vorabklärungen wollte die FINMA Klarheit über die Kontobeziehungen der X AG für den Verkehr mit den Aktionären. Mehrere Aufforderungen brachten keine klaren Ergebnisse. Deshalb setzte die FINMA eine Untersuchungsbeauftragte ein. Ihr Verdacht war, dass die X AG eine Tätigkeit ausübt, die nach dem KAG bewilligungspflichtig ist. Die Untersuchung ergab, dass Zusagen für Aktienzeichnungen in der Höhe von rund CHF 550 000.– vorlagen, aber noch keine Anteilsscheine gezeichnet worden waren. Die X AG hielt noch keine Transferrechte. Wäre das Geschäftsmodell vollständig umgesetzt worden, hätte die X AG als kollektive Kapitalanlage nach Art. 7 KAG gegolten. Um den ordnungsgemässen Zustand wiederherzustellen, hat die X AG ihre Website angepasst. Sie verzichtet auf die weitere Verbreitung der Werbeproschüre. Zudem entschied die Generalversammlung der X AG, den Gesellschaftszweck zu ändern und somit das Fussballtransfergeschäft nicht weiterzuverfolgen. Unter diesen Umständen stellte die FINMA das Verfahren ein.

**Massnahmen:** Verfahrenseinstellung. Der X AG wurden die gesamten Kosten der Untersuchungsbeauftragten (Art. 36 Abs. 4 FINMAG) und des Verfahrens auferlegt (Art. 15 FINMAG).

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-422/2015



### Décisions d'insolvabilité

50

**Entscheiddatum:** 23.1.2014

**Partei:** Ausländische Bank X in Liquidation

**Thema:** Anerkennung eines ausländischen Konkursdekrets ohne Durchführung eines schweizerischen Hilfskonkursverfahrens

**Fallzusammenfassung:** Die Bank X verfügte über eine Banklizenz der litauischen Nationalbank. Am 2. Mai 2013 wurde in Litauen über die Bank X der Konkurs eröffnet und eine Konkursverwalterin eingesetzt. Mit Schreiben vom 22. Oktober 2013 wurde die FINMA ersucht, das ausländische Konkursdekret anzuerkennen, ohne dabei ein schweizerisches Hilfskonkursverfahren zu eröffnen. Die Vermögenswerte, welche die Bank X in der Schweiz hielt, bestanden teilweise aus Wertschriften, an denen die Kunden der Bank wirtschaftlich berechtigt waren. Dies hatte zur Folge, dass diese Wertschriften nicht in die Konkursmasse fielen. Sie konnten damit nicht der Befriedigung von Konkursforderungen gegen die Bank X dienen.

**Massnahmen:** Gutheissung des Gesuchs ohne Durchführung eines Hilfskonkursverfahrens (Art. 37g Abs. 2 BankG), Herausgabe der Vermögenswerte an die wirtschaftlich Berechtigten

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

51

**Entscheiddatum:** 13.3.2014

**Partei:** Ausländische Bank X in Liquidation

**Thema:** Anerkennung eines ausländischen Konkursdekrets ohne Durchführung eines schweizerischen Hilfskonkursverfahrens

**Fallzusammenfassung:** Die Bank X mit Sitz in Dublin verfügte über eine Banklizenz der irischen Zentralbank. Entstanden war sie 2011 aus dem Zusammenschluss einer Bank und eines Finanzinstituts, die beide in grossem Umfang Immobilien finanziert hatten. Die beiden Rechtsvorgängerinnen der Bank X waren in der Finanzkrise von 2008 mit dem Einbruch des Immobilienmarktes in finanzielle Schwierigkeiten geraten. Der irische Staat sowie die irische Zentralbank hatten in der Folge Zahlungen in Milliardenhöhe zur Stützung der Bank X geleistet. Am 7. Februar 2013 erliess das irische Parlament ein Gesetz, welches zum Zweck hatte, die aus dem finanziellen Engagement gegenüber der Bank X resultierenden ernsthaften Störungen der irischen Wirtschaft zu adressieren und die Bank X in einem geordneten und effizienten Verfahren zu liquidieren. Gemäss diesem Gesetz sollte der irische Finanzminister die Liquidation der Bank X verfügen. Die entsprechende Verfügung wurde am 7. Februar 2013 ausgestellt. In der Verfügung wurden Y und Z als Spezialliquidatoren ernannt. Im Sep-

tember 2013 wurde die FINMA ersucht, die Verfügung des irischen Finanzministers anzuerkennen, ohne ein schweizerisches Hilfskonkursverfahren zu eröffnen. Das Ziel dieses Gesuchs war es, dass die Spezialliquidatoren die Forderung der Bank X gegenüber einer ehemaligen Bewilligungsträgerin mit Sitz in der Schweiz geltend machen konnten.

**Massnahmen:** Gutheissung des Gesuchs ohne Durchführung eines Hilfskonkursverfahrens (Art. 37g Abs. 2 BankG); Ermächtigung an die Spezialliquidatoren, die Forderungen gegenüber der schweizerischen Effektenhändlerin in deren Konkurs geltend zu machen.

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

### 52

**Data della decisione:** 27.3.2014

**Parte:** Commerciante di valori immobiliari non autorizzato

**Tema:** Fallimento e nomina di liquidatore del fallimento

**Riassunto:** Nell'ambito della procedura di liquidazione di un commerciante di valori non autorizzato che era già stato posto in liquidazione da parte della FINMA (cf. caso **31**), questo è risultato sovraindebitato. Per questo motivo la FINMA ne ha deciso il fallimento.

**Provvedimenti:** Fallimento e nomina di liquidatore del fallimento (Art. 33 LBCR)

**Crescita in giudicato:** La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

53

**Data della decisione:** 30.4.2014

**Parte:** Banca in fallimento

**Tema:** Nomina di liquidatore del fallimento

**Riassunto:** Il Ministero pubblico ha deciso di non sequestrare circa CHF 4 milioni ottenuti dalla massa in seguito a un accordo transattivo concluso con un presunto creditore. La massa, che sino ad allora non disponeva di attivi ed era amministrata dalla FINMA, poteva così nuovamente avvalersi di un liquidatore esterno. L'ipotesi di una sospensione del fallimento per mancanza di attivi è venuta meno ed è stato nominato un liquidatore esterno.

**Provvedimenti:** Nomina di un liquidatore del fallimento esterno (Art. 33 LBCR)

**Crescita in giudicato:** La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

54

**Date de la décision :** 3.7.2014

**Partie :** Banque étrangère en liquidation

**Sujet :** Modification d'une décision de reconnaissance de faillite étrangère, désignation d'un liquidateur ancillaire externe en remplacement de la FINMA en tant que liquidatrice ancillaire interne

**Résumé du cas :** Dans une première décision, la FINMA a reconnu la décision d'ouverture de faillite étrangère et ouvert une procédure de faillite ancillaire en Suisse. Au vu de la non-disponibilité des actifs liquides connus tombant dans la masse ancillaire, la FINMA s'est désignée liquidatrice ancillaire de cette procédure. Au début de l'année 2014, des actifs conséquents ont pu être crédités à la masse ancillaire, à la seule disposition de la liquidatrice ancillaire. En mars 2014, la liquidatrice ancillaire a déposé l'état de collocation ancillaire, lequel a été attaqué par un créancier-gagiste devant le juge civil compétent. La valeur litigieuse de l'action en contestation se monte à plusieurs dizaines de millions de francs suisses. Au vu de l'ampleur de la cause et des actifs récemment crédités à la masse ancillaire, la FINMA a considéré qu'il était dans l'intérêt de la masse ancillaire qu'un liquidateur externe en la personne d'un avocat soit désigné.

**Mesures :** Désignation d'un liquidateur ancillaire externe en remplacement de la FINMA en tant que liquidatrice ancillaire interne (Art. 37g LB)

**Entrée en force :** La décision est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

### 55

**Date de la décision :** 14.8.2014

**Partie :** Banque étrangère X

**Sujet :** Reconnaissance d'une mesure d'insolvabilité étrangère prononcée à l'étranger, sans ouverture de faillite ancillaire en Suisse

**Résumé du cas :** La banque étrangère X a été placée sous administration légale (« *in administration* ») par l'autorité de surveillance dans le Royaume du Bahreïn. Cette dernière a nommé à la banque un « *administrator* » chargé de conduire la procédure d'administration légale. Disposant de plusieurs millions d'actifs auprès d'une banque à Genève, la banque X a sollicité la reconnaissance de la mesure d'administration prononcée dans le Royaume du Bahreïn et de la nomination du liquidateur étranger, sans ouverture de procédure ancillaire en Suisse. La FINMA a admis la requête, estimant que la mesure d'administration légale prononcée dans le Royaume du Bahreïn correspondait à une mesure protectrice de droit bancaire suisse. La mesure d'administration légale étrangère étant limitée au 30 juillet 2015, la FINMA a reconnu la requête jusqu'à cette même date.

**Mesures :** Requête en reconnaissance admise (Art. 37g al. 2 LB) jusqu'au 30 juillet 2015, date de l'échéance de la mesure prononcée dans le Royaume du Bahreïn

**Entrée en force :** La décision est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

### 56

**Date de la décision :** 17.9.2014

**Partie :** Banque X

**Sujet :** Mesures en cas de risque d'insolvabilité, retrait de l'autorisation et ouverture de faillite d'une banque

**Résumé du cas :** La banque X faisait partie du groupe financier Y sis à l'étranger. Le capital-actions de la banque X était entièrement en mains étrangères. Début 2014, diverses sociétés du groupe ont connu des problèmes financiers. Dès la mi-juin 2014, certaines de ces entités n'ont plus été à même d'honorer les paiements des titres qu'elles avaient émis et qui étaient arrivés à échéance. La banque n'avait, contrairement à ses clients, pas elle-même d'engagement substantiel dans ces *holdings* ; toutefois, la perte de confiance du public engendrée par ces événements a placé la banque face à des problèmes notables. Par décision du 22 juillet 2014, son assemblée générale a décidé le transfert d'une partie de sa clientèle à la banque Z ainsi que sa mise en liquidation ordinaire. Suite à l'établissement du bilan de liquidation, les liquidateurs ont avisé la FINMA du risque de surendettement de la banque X. Prenant position sur ce bilan, l'organe de révision de la banque X a confirmé que les fonds propres exigibles de la banque non seulement n'étaient plus couverts par des fonds propres disponibles, mais étaient en outre négatifs. La banque remplissait ainsi non seulement une, mais deux des conditions énoncées à l'Art. 25 al. 1 LB. La banque n'ayant pas rétabli la situation légale dans le délai imparti par la FINMA, cette dernière a prononcé l'ouverture de la faillite de la banque (Art. 25 al. 1 let. c LB) et nommé un liquidateur de faillite.

**Mesures :** Retrait de l'autorisation (Art. 37 LFINMA), ouverture de la faillite et désignation d'un liquidateur (Art. 33 LB)

**Entrée en force :** La décision est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

**Communiqué de presse de la FINMA du 19.9.2014**

57

**Date de la décision :** 27.11.2014

**Partie :** Banque étrangère X

**Sujet :** Reconnaissance d'une mesure d'insolvabilité étrangère prononcée à l'étranger, sans ouverture de faillite ancillaire en Suisse

**Résumé du cas :** La banque étrangère X a été mise en faillite par jugement du tribunal du Dubai International Financial Centre (DIFC Courts). Disposant de plusieurs millions d'actifs auprès d'une banque à Lausanne, la banque X a sollicité la reconnaissance de la faillite, sans ouverture de procédure ancillaire en Suisse ainsi que la reconnaissance de la nomination des *joint-liquidators* prononcées par les DIFC Courts. La FINMA a admis la requête en vertu de l'Art. 37g al. 2 LB, estimant que la mesure prononcée à Dubaï correspondait à une faillite de droit bancaire suisse. La FINMA a aussi autorisé les *joint-liquidators* à prendre toute mesure visant la sauvegarde de la valeur des titres déposés auprès de la banque en Suisse, et ce, avant l'entrée en vigueur de ce point du dispositif. Pour ce faire, les requérants ont été obligés d'agir en prenant toutes les précautions nécessaires et en faisant preuve de la prudence requise afin de préserver les intérêts des créanciers de la banque X. Aucun actif n'a pas pu être transféré à l'étranger tant que la décision n'était pas entrée en vigueur.

**Mesures :** Requête en reconnaissance admise pour la décision de mise en faillite ainsi que pour la nomination des *joint-liquidators* (Art. 37g LB)

**Entrée en force :** La décision est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

58

**Date de la décision :** 5.12.2014

**Parties :** Entreprise d'assurance-vie X SA, entreprise d'assurance-vie Y SA

**Sujet :** Transfert forcé de portefeuille d'assurance

**Résumé du cas :** L'assurance-vie X SA était une entreprise d'assurance sur la vie affectée de manquements organisationnels et financiers majeurs. Sur un plan financier, sa fortune liée était en sous-couverture et X SA ne disposait pas des actifs nécessaires pour la compléter. Les prétentions découlant des contrats d'assurance n'étaient dès lors plus garanties. Malgré d'intenses démarches, le rétablissement d'une situation conforme à l'ordre légal au sein de X SA s'est avéré impossible, tant de l'intérieur que de l'extérieur. X SA n'était dès lors plus éligible à la continuation des activités assujetties. La liquidation de X SA, avec une fortune liée en sous-couverture, aurait sérieusement porté préjudice aux assurés. Différentes représentantes de la branche des assurances sur la vie ont consenti à établir un plan de sauvetage pour venir en aide aux assurés de X SA. Elles ont participé à la fondation de l'entreprise d'assurance Y SA, agréée par la FINMA et destinée à mener à terme le portefeuille de X SA. Par décision du 5 décembre 2014 immédiatement exécutoire, la FINMA a ordonné le transfert du portefeuille d'assurance de X SA ainsi que de la fortune liée y afférente, en sous-couverture, à Y SA.

**Mesures :** Transfert forcé de portefeuille d'assurance (Art. 51 al. 2 et 62 al. 2 LSA)

**Entrée en force :** Un recours est pendante devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours B-401/2015.

**Communiqué de presse de la FINMA du 15.12.2014**

### 59

**Date de la décision :** 12.12.2014

**Partie :** Entreprise d'assurance-vie X SA

**Sujet :** Ouverture de la faillite, retrait de l'agrément

**Résumé du cas :** L'assurance-vie X SA était affectée de manquements organisationnels et financiers majeurs. Par décision du 5 décembre 2014 immédiatement exécutoire, la FINMA a ordonné le transfert du portefeuille d'assurance de X SA et la fortune liée y afférente, en sous-couverture, à une entreprise d'assurance reprenante. Après transfert, X SA était sur-endettée, d'une part, et inéligible à la poursuite des activités d'assurance, d'autre part. La FINMA a ouvert la faillite de X SA et retiré son agrément.

**Mesures :** Ouverture de la faillite et retrait de l'agrément (Art. 53 LSA)

**Entrée en force :** La décision est entrée en force, sans faire l'objet d'un recours.

**Communiqué de presse de la FINMA du 15.12.2014**

### Offres publiques d'acquisition et publicité des participations

60

**Entscheiddatum:** 3.7.2014

**Beschwerdeführerin:** X AG

**Thema:** Streichung einer Bedingung aus dem Angebotsprospekt

**Fallzusammenfassung:** Im öffentlichen Kaufangebot der X AG für alle Aktien der Y SA hatte die UEK die X AG angewiesen, eine Bedingung aus dem Angebotsprospekt zu streichen. Diese hätte die X AG ermächtigt, das Angebot für gescheitert zu erklären, falls es der Y SA nicht gelungen wäre, einen Unternehmensteil bis zum Vollzug des Angebots abzustossen. Die Beschwerde der X AG an die FINMA richtete sich gegen diese Streichung sowie gegen die Kostenverlegung durch die UEK. Nachdem die Veräusserung des Unternehmensteils im Verlauf des Beschwerdeverfahrens vollzogen worden war, schrieb der Übernahmeausschuss der FINMA die Beschwerde in diesem Punkt als gegenstandslos ab. Im Kostenpunkt wurde die Beschwerde abgewiesen, weil die dem Anspruch auf rechtliches Gehör nicht genügende vorinstanzliche Begründung im Beschwerdeverfahren geheilt werden konnte und der Übernahmeausschuss die vorinstanzliche Kostenverlegung als gerechtfertigt erachtete.

**Ausgang des Verfahrens:** Teilweise Abschreibung; Abweisung der Beschwerde im Kostenpunkt

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

**Medienmitteilung FINMA vom 3.7.2014**

61

**Entscheiddatum:** 13.11.2014

**Beschwerdeführerinnen:** X GmbH und Y GmbH

**Thema:** Handeln in gemeinsamer Absprache

**Fallzusammenfassung:** Die Z AG hatte ein öffentliches Angebot für alle Aktien der U AG gemacht. Die Situation war aussergewöhnlich: Die bedeutenden Aktionärinnen X GmbH und Y GmbH hatten ihre Aktien der U AG vorgängig angedient, hielten ebenfalls meldepflichtige Beteiligungen an der Anbieterin und hatten die Beteiligungen an Zielgesellschaft und Anbieterin zeitlich parallel aufgebaut. Zudem bestanden Verflechtungen auf Organstufe bei der X GmbH, der Anbieterin und der Zielgesellschaft. Die UEK entschied, dass die beiden Aktionärinnen für die Zeit ab der Voranmeldung des Angebots mit der Anbieterin in gemeinsamer Absprache handelten. Gegen diesen Entscheid erhoben die beiden Aktionärinnen Beschwerde bei der FINMA. Der Übernahmeausschuss kam zum Schluss, dass es trotz der obgenannten parallelen Verhaltensweisen der Beschwerdeführerinnen keine hinreichenden Hinweise auf ein Zusammenwirken der Beschwerdeführerinnen mit der Anbieterin gab und ein zulässiges Parallelverhalten der beiden Aktionärinnen nicht mit überwiegender Wahrscheinlichkeit ausgeschlossen werden konnte.

**Ausgang des Verfahrens:** Gutheissung der Beschwerde

**Rechtskraft:** Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist in Rechtskraft erwachsen.

**Medienmitteilung FINMA vom 13.11.2014**

### Assistance administrative internationale (sélection)

48

Casistique de la FINMA  
FINMA | Rapport 2014 sur l'enforcement

62

**Entscheiddatum:** 9.1.2014

**Fallzusammenfassung:** Die deutsche Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) ersuchte die FINMA um internationale Amtshilfe wegen Verdachts auf Verstoss gegen das Insiderhandelsverbot im Zusammenhang mit Geschäften in Optionsscheinen, denen Aktien der Gesellschaft X zugrunde lagen. Im Zuge eines Übernahmeangebots wurde den Aktionären der Gesellschaft X ein Aktienpreis angeboten, der 150 Prozent des Schlusskurses vom Vortag der Bekanntmachung darstellte. Die BaFin identifizierte im Vorfeld des Übernahmeangebots aussergewöhnliche Umsätze im Titel X über ein Schweizer Bankkonto. Die vom Amtshilfegesuch der BaFin betroffene Kontoinhaberin A machte im Amtshilfeverfahren unter anderem geltend, dass sie als nicht verwickelte Dritte im Sinne von Art. 38 Abs. 4 BEHG zu gelten habe. Die fraglichen Transaktionsaufträge seien von ihrem Ehemann erteilt worden, der für dieses Konto eine Vollmacht hielt. Die FINMA gab dem Amtshilfegesuch der BaFin statt. Sie stützte sich in ihrem Entscheid auf die gefestigte Rechtsprechung des Bundesverwaltungsgerichts. Danach gilt eine Partei nur dann als nicht in die Sache verwickelt, wenn ein klarer und unzweideutiger (schriftlicher) Vermögensverwaltungsauftrag vorliegt und kein anderer Anlass zur Annahme besteht, dass der Kontoinhaber, über dessen Konto die verdächtigen Transaktionen abgewickelt wurden, selbst in die fraglichen Transaktionen involviert sein könnte. Im Unterschied zu einem diskretionären Vermögensverwaltungsmandat erfüllt eine gewöhnliche Kontovollmacht, wie dies hier der Fall war, diese Voraussetzung nicht. Zudem konnte aufgrund des besonders nahen Verhältnisses von A zum Auftraggeber nicht ausgeschlossen werden, dass A selbst in die verdächtigen Transaktionen involviert war.

**Rechtskraft:** Urteil des BVerG B-307/2014 vom 5.3.2014 (rechtskräftig)

63

**Entscheiddatum:** 13.2.2014

**Fallzusammenfassung:** Die British Columbia Securities Commission (BCSC) ersuchte die FINMA um internationale Amtshilfe im Zusammenhang mit einer mutmasslichen Marktmanipulation. In ihrer Untersuchung hatte die BCSC ein Konto identifiziert, über das im Zeitraum der auffälligen Kursentwicklung über 36 Mio. Aktien der Gesellschaft X verkauft worden waren. Der Erlös aus diesen Transaktionen belief sich auf rund CAD 12 Mio. und wurde an verschiedene ausländische Gesellschaften weitertransferiert. Betroffen war unter anderem auch ein Konto in der Schweiz. Mit ihrem Amtshilfegesuch wollte die BCSC klären, wohin die Erträge aus der mutmasslichen Marktmanipulation geflossen sind bzw. wer davon profitiert haben könnte. Die FINMA erachtete die Voraussetzungen zur Amtshilfeleistung als erfüllt. Zum Anfangsverdacht hielt die FINMA fest, dass sich dieser bei einer Marktmanipulationsuntersuchung nicht nur auf Personen erstreckte, die in der verdächtigen Zeitperiode mit den fraglichen Titeln handelten. Er erstreckte sich auch auf die Geldströme, die ein Aufdecken der Finanzierungsquelle für die Marktmanipulation sowie der Abnehmer von Erträgen aus der mutmasslichen Marktmanipulation ermöglichen.

**Rechtskraft:** Urteil des BVerG B-964/2014 vom 15.4.2014 (rechtskräftig)



64

**Entscheiddatum:** 1.5.2014

**Fallzusammenfassung:** Die Securities and Exchange Commission of Pakistan (SECP) ersuchte die FINMA um Amtshilfe wegen Verdachts auf einen möglichen Verstoss gegen das pakistanische Insiderhandelsverbot. Am 3. Oktober 2013 ordnete die FINMA die Übermittlung der von der SECP verlangten Informationen an. Nachdem es der Beschwerdeführerin (bzw. dem durch die Beschwerdeführerin agierenden ehemaligen wirtschaftlich Berechtigten) gelungen war, zweifelsfrei zu demonstrieren, dass die SECP die Vertraulichkeit von übermittelten Informationen nicht gewährleisten konnte, sistierte das Bundesverwaltungsgericht auf Ersuchen der FINMA das Beschwerdeverfahren. Nachdem die Beschwerdeführerin beim Gericht eine E-Mail der FINMA an die SECP vom Dezember 2013 eingereicht hatte, in der die FINMA die SECP um ausdrückliche Zusicherung der vertraulichen Behandlung der übermittelten Informationen und Unterlagen ersucht hatte, zog die FINMA ihre Verfügung vom 3. Oktober 2013 in Wiedererwägung. Die FINMA entschied, dem Amtshilfesuch der SECP keine Folge zu leisten, weil die Voraussetzungen dafür nach Art. 38 Abs. 2 BEHG (Vertraulichkeits- und Spezialitätsprinzip) offensichtlich nicht gegeben waren.

**Rechtskraft:** Abschreibungsentscheid des BVGer B-5961/2013 vom 27.5.2014 (rechtskräftig)

65

**Date de la décision :** 21.8.2014

**Résumé du cas:** La U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) a enquêté sur une manipulation de marché de style *pump-and-dump* sur le titre de la société X, cotée sur le marché de gré à gré américain (*over the counter US*). En avril 2013, la société X a publié un communiqué de presse annonçant qu'une de ses propriétés en Alaska abritait d'importantes réserves récupérables de pétrole. Parallèlement le titre X faisait l'objet d'une campagne promotionnelle extensive au terme de laquelle il connût une augmentation de cours de plus de 185%. La SEC s'était appliquée à déterminer la ou les personnes à l'origine de la campagne promotionnelle et celles ayant procédé à des transactions sur le titre X pendant la période sous enquête. Son but était d'analyser s'il y existait de potentiels liens entre ces derniers. La FINMA a accordé l'entraide administrative à la SEC et a accepté de lui transmettre les documents requis. Le destinataire de la décision a invoqué que la transmission des informations requises serait contraire au principe de proportionnalité dans la mesure où elle comprenait entre autres la transmission du formulaire « T ». Dans le cas de *trusts*, la banque doit vérifier l'identité du *trustee*. En outre, le *trustee* doit confirmer (par ex. au moyen du formulaire T) qu'il est autorisé à établir la relation d'affaires au nom du *trust* auprès de la banque. En ce qui concerne le formulaire « T », la FINMA a jugé opportun que la SEC connaisse l'identité de tous les acteurs en jeu afin de pouvoir définir les tenants et les aboutissants des transactions et des versements pour lesquels elle avait requis l'entraide, puisque c'est précisément contre l'auteur de la mani-

pulation soupçonnée qu'il lui appartenait de prononcer des sanctions. Par conséquent, la transmission de l'identité des personnes figurant sur le formulaire « T » semblait en lien direct avec la procédure et utile à l'avancement de l'enquête de la SEC.

**Entrée en force:** Arrêt du TAF B-4929/2014 du 19.11.2014 (entré en force).

**Entscheiddatum:** 9.10.2014

**Fallzusammenfassung:** Die deutsche Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) ersuchte die FINMA um internationale Amtshilfe wegen mutmasslicher Marktmanipulation in Form von «Scalping» im Zusammenhang mit dem Handel von Aktien der Gesellschaft X. Namentlich bestanden Anhaltspunkte dafür, dass unbekannte Personen die Aktie der Gesellschaft X in Börsenbriefen bewerben liessen, ohne dabei zugleich einen eigenen Interessenkonflikt offenzulegen. Dieser bestand darin, dass sie selbst bzw. mit ihnen handelnde Dritte Positionen der X-Aktie hielten und zu verkaufen beabsichtigten. Die BaFin identifizierte bei einer Schweizer Bank auffällige Verkäufe über mehrere Zehntausend X-Aktien. Die FINMA erachtete die Amtshilfenvoraussetzungen als erfüllt und informierte den betroffenen Kunden. Dieser brachte in seiner Stellungnahme unter anderem vor, dass die BaFin in ihrem Gesuch einen nicht näher bezeichneten, nicht datierten und nicht beigelegten Börsenbrief erwähne. Der betroffene Kunde bestritt vorsorglich dessen Existenz. Die FINMA hielt in ihrer Verfügung fest, dass es genüge, wenn die anfragende Behörde die ihrem Anfangsverdacht zugrunde liegenden Sachverhaltsmomente substantiiere. Schriftliche Beweismittel seien darüber hinaus nicht erforderlich. Jedenfalls dann nicht, wenn es sich um öffentlich bekannte Tatsachen handle (z.B. auf dem Internet erhältliche Informationen) und es keine konkreten Anhaltspunkte gäbe oder die betroffene Person nachvollziehbare Anhaltspunkte vorbringen könne, wonach die von der ersuchenden Behörde behaupteten Sachverhaltsmomente lediglich fingiert seien.

**Rechtskraft:** Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-6050/2014

### Vue d'ensemble

Il est possible de former recours contre une décision de la FINMA devant le Tribunal administratif fédéral. En principe, un arrêt du Tribunal administratif fédéral peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral. Font exception les décisions relevant de l'assistance administrative internationale ainsi que les décisions de la FINMA en matière d'offres publiques d'acquisition : dans ces cas-là, le Tribunal administratif fédéral constitue l'autorité de dernière instance.

Pour une meilleure lisibilité, les arrêts des tribunaux rendus en 2014 dans le domaine de compétence de la FINMA sont recensés suivant les mêmes catégories que celles utilisées pour les résumés de cas de la FINMA. Il est ainsi fait distinction entre les arrêts relevant du domaine autorisé (p. 52), concernant des prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 53 s.), les cas d'insolvabilité (p. 55) ou l'assistance administrative internationale (p. 56). Le numéro de l'arrêt permet de consulter les décisions correspondantes dans les banques de données des tribunaux.

### Domaine autorisé

#### Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2C\_1184/2013 vom 17.7.2013 (Urteil BVGer B-3844/2013 vom 7.11.2014) / Anpassung des Reglements einer Selbstregulierungsorganisation an die Vorgaben der Geldwäschereiverordnung-FINMA / Eintretensfrage: Abweisung der Beschwerde

Urteil BGer 2C\_575/2014 vom 28.7.2014 (Urteil BVGer B-2200/2014 vom 13.5.2014) / Anpassung des Reglements an die Vorgaben der Geldwäschereiverordnung-FINMA: Gutheissung der Beschwerde

Urteil BGer 2C\_657/2014 vom 12.11.2014 (Urteil BVGer B-2343/2013 vom 4.6.2014) / Organ bei einer Fondsleitung und Vertretung ausländischer kollektiver Kapitalanlagen / Nichtigkeit, Rechtsverweigerung: Abweisung der Beschwerde

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-2200/2014 vom 13.5.2014 (angefochten: siehe Urteil BGer 2C\_575/2014 vom 28.7.2014) / Anpassung des Reglements an die Vorgaben der Geldwäschereiverordnung-FINMA: Gutheissung der Beschwerde

Urteil BVGer B-2343/2013 vom 4.6.2014 (siehe Urteil BGer 2C\_657/2014 vom 12.11.2014) / Nichtigkeit, Rechtsverweigerung: Nichteintreten

Urteil BVGer B-6815/2013 vom 10.6.2014 (rechtskräftig) / Sorgfalts- und Meldepflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei / Verletzung aufsichtsrechtlicher Pflichten: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-3895/2013 vom 18.8.2014 (rechtskräftig) / CEO einer Bank / Akteneinsicht: teilweise Gutheissung der Beschwerde in Bezug auf die vorinstanzlich auferlegten Verfahrenskosten, soweit weitergehend Abweisung der Beschwerde, soweit das Verfahren nicht wegen Gegenstandslosigkeit abgeschlossen wird

Urteil BVGer B-2330/2013 vom 28.8.2014 (angefochten) / Bewilligungsentzug, Unterstellung, Liquidation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Urteil BVGer B-5579/2013 vom 14.10.2014 (angefochten) / ehemalige Bank / Zustimmungserfordernis: Gutheissung der Beschwerde

Urteil BVGer B-198/2014 vom 5.11.2014 (angefochten) / Beurteilungsschreiben 2013 und Aufsichtsklassifizierung: Nichteintreten

Arrêt du TAF B-6320/2012 du 4.11.2014 / Agrément pour exercer l'activité de réassurance par une captive (C3) : le recours est admis

### Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

#### Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2C\_1096/2013 vom 19.7.2014 (Urteil BVGer B-1186/2013 vom 22.10.2013) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Konkurs und Werbeverbot: Abweisung der Beschwerden

Urteil BGer 2C\_176/2014 vom 19.7.2014 (Urteil BVGer B-1024/2013 vom 6.1.2014) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Werbeverbot und Publikation des Werbeverbots: Abweisung der Beschwerden

Urteil BGer 2C\_122/2014 vom 19.7.2014 (Urteil BVGer B-1186/2013 vom 10.12.2013) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Werbeverbot und Publikation des Werbeverbots: Abweisung der Beschwerden

Urteil BGer 2C\_384/2014 vom 7.8.2014 (Urteil BVGer B-7095/2013 vom 19.3.2014) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation, Konkursöffnung; Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung: Nichteintreten auf die Beschwerde der FINMA

Urteil BGer 2C\_671/2014 vom 18.12.2014 (Urteil BVGer B-4524/2013 vom 15.5.2014) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Werbeverbot mit Publikation: Abweisung der Beschwerde und Abweisung des Gesuchs um unentgeltliche Rechtspflege

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-7028/2013 vom 28.1.2014 (rechtskräftig) / Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Sperrung von Bankkonten: Nichteintreten

Urteil BVGer B-1024/2013 vom 6.1.2014 (angefochten: siehe Urteil 2C\_176/2014 vom 19.7.2014) / Entgegennahme von Publikumseinlagen, Werbeverbot, Publikation des Werbeverbots: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-2943/2013 vom 6.3.2014 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, unerlaubte Emissionshaustätigkeit, Konkurs und Werbeverbot: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Urteil BVGer B-7095/2013 vom 19.3.2014 (angefochten: siehe Urteil BGer 2C\_384/2014 vom 7.8.2014) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation, Konkursöffnung, Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung: Nichteintreten auf die Beschwerde der FINMA

Sentenza TAF B-5051/2012, B-3142/2012 del 10.4.2014 (impugnata) / Attività di commerciante di valori mobiliari, rifiuto dell'autorizzazione, liquidazione, misure cautelari, apertura del fallimento: ricorso respinto

Urteil BVGer B-4524/2013 vom 15.5.2014 (angefochten, siehe Urteil BGer 2C\_671/2014 vom 18.12.2014) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Werbeverbot, Publikation des Werbeverbots, Kostenaufgabe: Abweisung der Beschwerde und Abweisung des Gesuchs um unentgeltliche Rechtspflege

Urteil BVGer B-6736/2013 vom 22.5.2014 (rechtskräftig) / Unerlaubter Effektenhandel, Konkurs und Tätigkeitsverbot: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Arrêt du TAF B-5873/2013 du 10.6.2014 (entré en force) / Activité bancaire non autorisée, ouverture de la faillite et interdiction d'exercer une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité : le recours est irrecevable

Urteil BVGer B-4490/2013 vom 10.7.2014 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Kostenaufgabe: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Urteil BVGer B-7095/2013 vom 6.8.2014 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Liquidation: teilweise Gutheissung der Beschwerde

Urteil BVGer B-3902/2013 vom 12.8.2014 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Werbeverbot, Kosten: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-5081/2012, B-5073/2012 vom 24.9.2014 (angefochten) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Liquidation, Konkurs und Werbeverbot: Abweisung der Beschwerden, soweit darauf eingetreten

Sentenza TAF B-5407/2012 del 29.9.2014 (cresciuta in giudicato) / Accertamenti e misure della FINMA nell'ambito dell'attività di commerciante di valori mobiliari senza autorizzazione: ricorso respinto, per quanto ammissibile

Urteil BVGer B-3758/2014 vom 7.10.2014 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Konkurs, Verbot einer unerlaubten Tätigkeit (mit 5-jähriger Publikation): Nichteintreten auf die Beschwerde

Arrêt du TAF B-2433/2013 du 24.10.2014 (entré en force) / Acceptation illicite de dépôts du public, ouverture de la faillite et interdiction d'accepter des dépôts du public et de faire de la publicité : rejet du recours

### Décisions d'insolvabilité

#### Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2C\_387/2013 vom 17.1.2014 (BVGer B-4598/2012 vom 11.3.2013) / Gesuch um Akteneinsicht ausserhalb eines rechtshängigen Verfahrens: Abweisung der Beschwerde

Urteil BGer 2C\_829/2013 vom 7.3.2014 (BVGer B-5272/2012 vom 17.7.2013) / Konkurseröffnung: Abweisung der Beschwerde

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-1161/2013 vom 14.1.2014 (rechtskräftig) / Genehmigung von Geschäftsplanänderungen, Akteneinsicht: Abweisung der Beschwerde

Sentenza TAF B-5051/2012, B-3142/2012 del 10.4.2014 (impugnata) / Attività di commerciante di valori mobiliari, rifiuto dell'autorizzazione, liquidazione, misure cautelari, apertura del fallimento: ricorso respinto

Urteil BVGer B-2785/2014 vom 11.8.2014 (rechtskräftig) / Rechtsverweigerung: Abschreibung

Urteil BVGer B-5644/2012 vom 4.11.2014 (rechtskräftig) / Akteneinsicht: teilweise Gutheissung

### Assistance administrative internationale

#### Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Arrêt du TAF B-6868/2013 du 3.3.2014 / SEC / entraide administrative internationale : rejet du recours

Arrêt du TAF B-6872/2013 du 3.3.2014 / SEC / entraide administrative internationale : rejet du recours

Urteil BVGer B-307/2014 vom 5.3.2014 (siehe Fall **62**) / BaFin / internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-317/2014 vom 5.3.2014 / BaFin / internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-964/2014 vom 15.4.2014 (siehe Fall **63**) / BCSC / internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-1251/2014 vom 15.5.2014 / SEC / internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-5961/2013 vom 27.5.2014 (siehe Fall **64**) / Securities and Exchange Commission of Pakistan / internationale Amtshilfe: Abschreibung

Arrêt du TAF B-5274/2013 du 28.5.2014 / UK Panel on Takeover and Mergers / entraide administrative internationale : le recours est partiellement admis

Urteil BVGer B-2410/2014 vom 11.7.2014 / BCSC / internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Arrêt du TAF B-1261/2014 du 25.7.2014 / Autorité de surveillance des marchés financiers du Portugal / entraide administrative : rejet du recours

Arrêt du TAF B-7241/2013 du 6.8.2014 / BCSC / entraide administrative internationale : rejet du recours

Arrêt du TAF B-4929/2014 du 19.11.2014 (cf. cas **65**) / SEC / entraide administrative internationale : rejet du recours

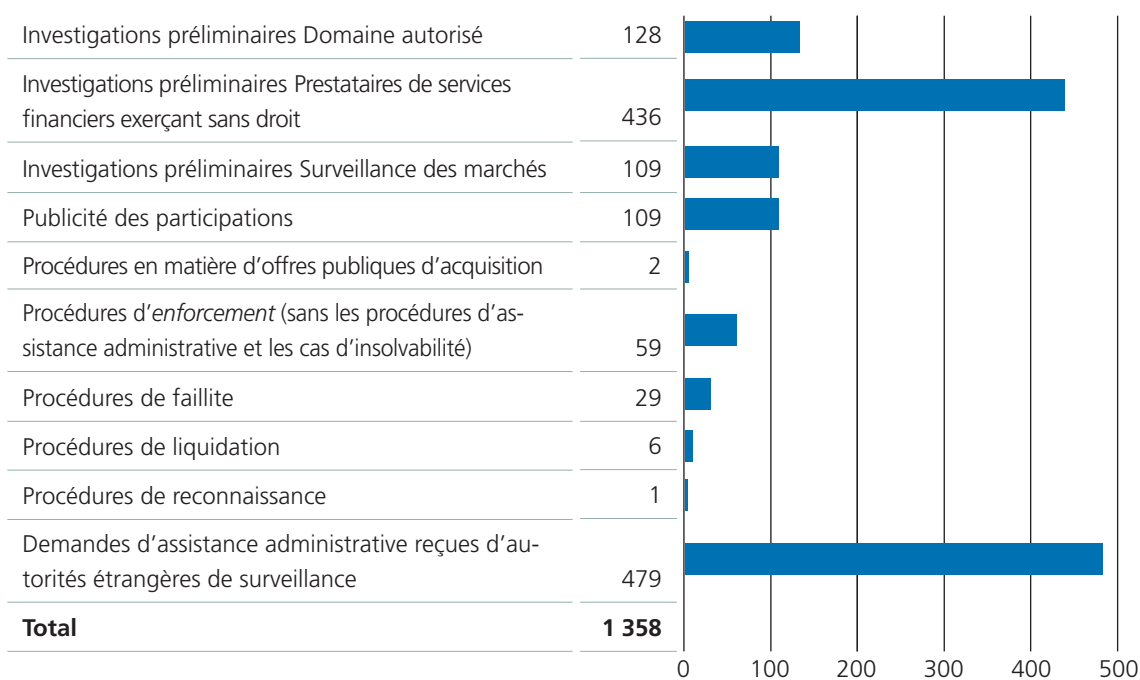
Arrêt du TAF B-6064/2014 du 9.12.2014 / BaFin / entraide administrative internationale : le recours est irrecevable



### Statistiques générales

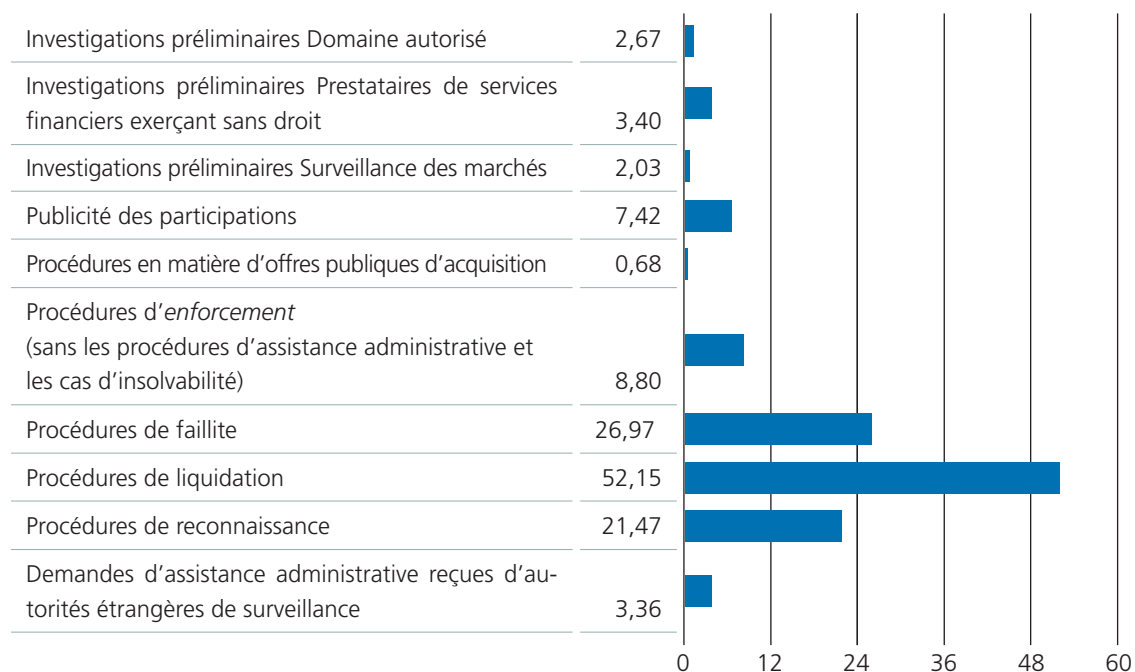
#### Cas d'enforcement clos

##### Cas clos en 2014



##### Durée des cas clos en 2014

en mois (médiane)



## Investigations préliminaires

<b>Investigations préliminaires closes par objet</b> (sélection d'objets ; plusieurs objets possibles par investigation)	<b>2014</b>
<b>Domaine autorisé</b>	
Requête en autorisation	9
Garantie d'une activité irréprochable (personnes physiques)	27
Organisation	33
Règles de conduite / devoir de diligence	21
<b>Domaine non autorisé</b>	
Négoce en valeurs mobilières sans autorisation	33
Acceptation illicite de dépôts du public	88
Utilisation du terme de « banque », etc.	2
Intermédiaires financiers LBA sans autorisation / non affiliés à un OAR	133
Placements collectifs suisses sans autorisation	13
Activité d'assurance sans autorisation	3
<b>Surveillance des marchés</b>	
Délit d'initié	93
Manipulation du marché	17
<b>Publicité des participations</b>	
Recommandations	7
Violation de l'obligation de déclarer	102

## Statistiques

<b>Investigations préliminaires closes selon le type de parties concernées</b> (sélection de parties ; plusieurs parties possibles par investigation)	<b>2014</b>
<b>Domaine autorisé</b>	
Banques ou négociants en valeurs mobilières	57
IFDS	11
Entreprises d'assurance	3
Gestionnaires d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	7
Représentants de placements collectifs étrangers	17
Personnes physiques	17
<b>Activité exercée sans droit</b>	
Personnes morales	482
Personnes physiques	29
<b>Publicité des participations</b>	
Banques ou négociants en valeurs mobilières	4
IFDS	1
Entreprises d'assurance	1
Gestionnaires d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	0
Représentants de placements collectifs étrangers	2
Investisseurs	94

### Procédures d'enforcement

<b>Procédures d'enforcement closes par domaine</b> (procédures d'assistance administrative et cas d'insolvabilité exclus)	<b>2014</b>
Domaine autorisé	21
dont activité bancaire / négoce de valeurs mobilières	9
dont activité d'assurance	1
dont IFDS	5
dont gestion d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	1
dont domaine des placements collectifs étrangers	5
Procédures individuelles contre des collaborateurs / organes de titulaires d'autorisation	16
Domaine non autorisé	22
<b>Total</b>	<b>59</b>

<b>Parties concernées par des procédures d'enforcement closes</b>	<b>2014</b>
Titulaires d'autorisation	38
Collaborateurs / organes de titulaires d'autorisation	17
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (personnes physiques et morales)	91
<b>Total</b>	<b>146</b>

### Cas d'insolvabilité

Cas d'insolvabilité par objet (sélection)	Ouvertures en 2014	Conclusions en 2014
Titulaires d'autorisation LB / LBVM	3	2
Titulaires d'autorisation LBA	1	0
Titulaires d'autorisation LPCC	1	0
Titulaires d'autorisation LSA	1	0
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LB / LBVM	32	33
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LBA	4	0
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LPCC	4	0
Etablissements étrangers LB / LBVM	6	1
Etablissements étrangers LPCC	1	0

### Assistance administrative internationale

Demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères

Demandes d'assistance administrative closes par objet (reçues)	2014
Surveillance des marchés Délit d'initié, manipulation du marché, violation de la législation boursière	227
Surveillance des établissements Investigations art. 4 <sup>quinquies</sup> LB, demandes d'ordre général et livraisons directes art. 271 CP, contrôle bancaire, visite de courtoisie, activités transfrontières, honorabilité et compétence <i>[fit &amp; proper]</i> , surveillance des assurances, activités exercées sans droit, violation de la LBA, violation de la LPCC, violation de l'obligation de déclarer	247
dont contrôles sur place	20
Autres (par ex. assistance administrative spontanée, procédure de transmission)	5
<b>Total</b>	<b>479</b>

Demandes d'assistance administrative closes par pays (reçues)	2014
France	73
Allemagne	66
Etats-Unis	52
Royaume Uni	33
Autriche	23
Italie	15
Canada	13
Liechtenstein	2
Autres autorités européennes (UE)	120
Autres autorités européennes (hors UE)	15
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	61
Autorités africaines	6
<b>Total</b>	<b>479</b>

### Assistance administrative internationale

Procédures relatives aux clients en 2014

#### Nombre de procédures relatives aux clients ouvertes

En 2014, les demandes d'assistance administrative transmises par des autorités étrangères concernaient en tout 2 240 clients de titulaires d'autorisation, soit deux fois plus que l'année précédente.

La FINMA prévient les clients concernés par l'assistance administrative internationale, quand la demande d'assistance comporte suffisamment d'indices de possibles violations de prescriptions légales et réglementaires ou de distorsions du marché. Le titulaire d'une relation bancaire ouverte auprès d'un titulaire d'autorisation se voit adresser, par l'intermédiaire de ce dernier, un courrier dit de notification l'informant qu'il est en droit de requérir formellement une décision dans un délai de 15 jours. A défaut d'annonce dans le délai, la FINMA procède directement à la transmission des données et documents à l'autorité requérante. Si le titulaire de la relation bancaire le requiert, une décision de la FINMA, sujette à recours et dont les frais sont mis à sa charge, lui est notifiée.

Le nombre d'ouvertures de procédures relatives aux clients a fortement augmenté ces dernières années. Ainsi, en 2014, 352 clients ont été prévenus, ce qui correspond à une hausse de 81% par rapport à l'année précédente.

#### Nombre de décisions

Sur les 352 décisions relatives aux clients ouvertes, 25 décisions ont jusqu'ici été rendues, dont 11 ont été contestées devant le Tribunal administratif fédéral.

En 2014, le Tribunal administratif fédéral a tranché dans 12 cas en faveur de la FINMA (les décisions contestées venaient en partie des années précédentes). A ce propos, il convient de mentionner que la FINMA a refusé, dans une décision en reconsidération, l'assistance administrative à une autorité de surveillance, le principe de confidentialité n'étant plus garanti. Le Tribunal administratif fédéral a ensuite déclaré la procédure sans objet (cf. cas **64**).

### Assistance administrative internationale

Demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères

<b>Demandes d'assistance administrative closes par pays (déposées)</b>	<b>2014</b>
France	4
Allemagne	4
Etats-Unis	0
Royaume Uni	9
Autriche	3
Italie	0
Canada	0
Liechtenstein	5
Autres autorités européennes (UE)	4
Autres autorités européennes (hors UE)	2
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	3
Autorités africaines	0
<b>Total</b>	<b>34</b>

<b>Demandes d'assistance administrative closes par domaine (déposées)</b>	<b>2014</b>
Secteur autorisé	13
Activité exercée sans droit	11
Surveillance des marchés	10
<b>Total</b>	<b>34</b>



## Statistiques

---

### Décisions en matière d'enforcement

#### Généralités

Décisions par langue	2014
Allemand	79
Français	28
Italien	8
<b>Total</b>	<b>115</b>

Décisions par type	2014
Décisions finales (dont 3 décisions de suspension)	89
Décisions incidentes	23
Décisions en reconsidération	3
<b>Total</b>	<b>115</b>

## Statistiques

---

### Généralités

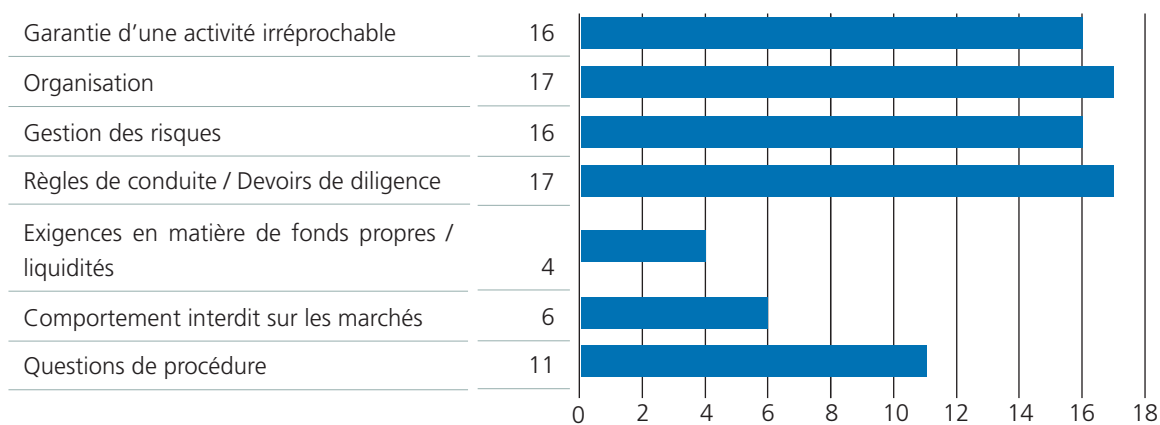
Décisions par domaine	2014
Domaine autorisé	35
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit	38
Surveillance des marchés	6
Publicité des participations	0
Offres publiques d'acquisition	2
Insolvabilité	8
Assistance administrative	25
Autres	1
<b>Total</b>	<b>115</b>

Décisions selon le type de personnes concernées	2014
Personnes morales	117
Personnes physiques	61
<b>Total</b>	<b>178</b>

### Domaine autorisé et surveillance des marchés

#### Décisions 2014 par objet

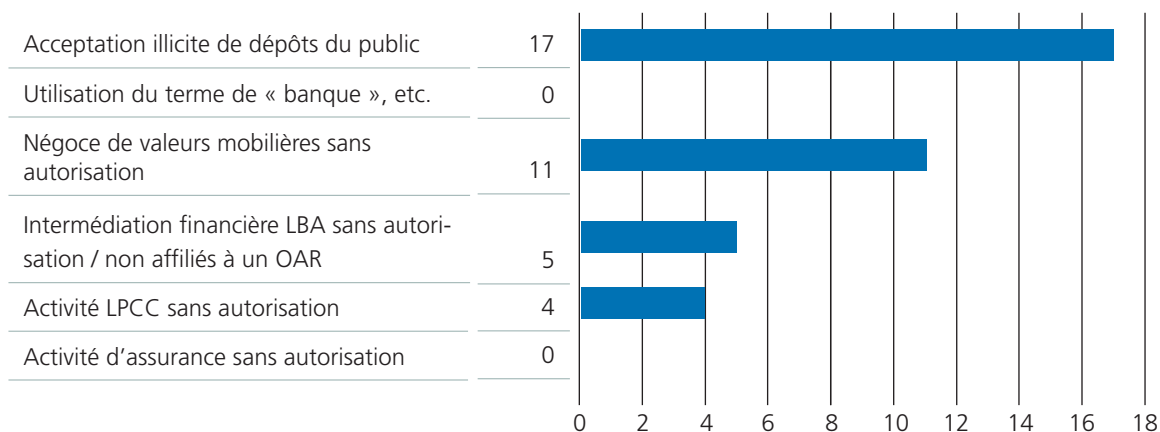
(sélection d'objets ; plusieurs objets possibles par décision)



### Prestataires de services financiers exerçant sans droit

#### Décisions 2014 par objet

(sélection d'objets ; plusieurs objets possibles par décision)

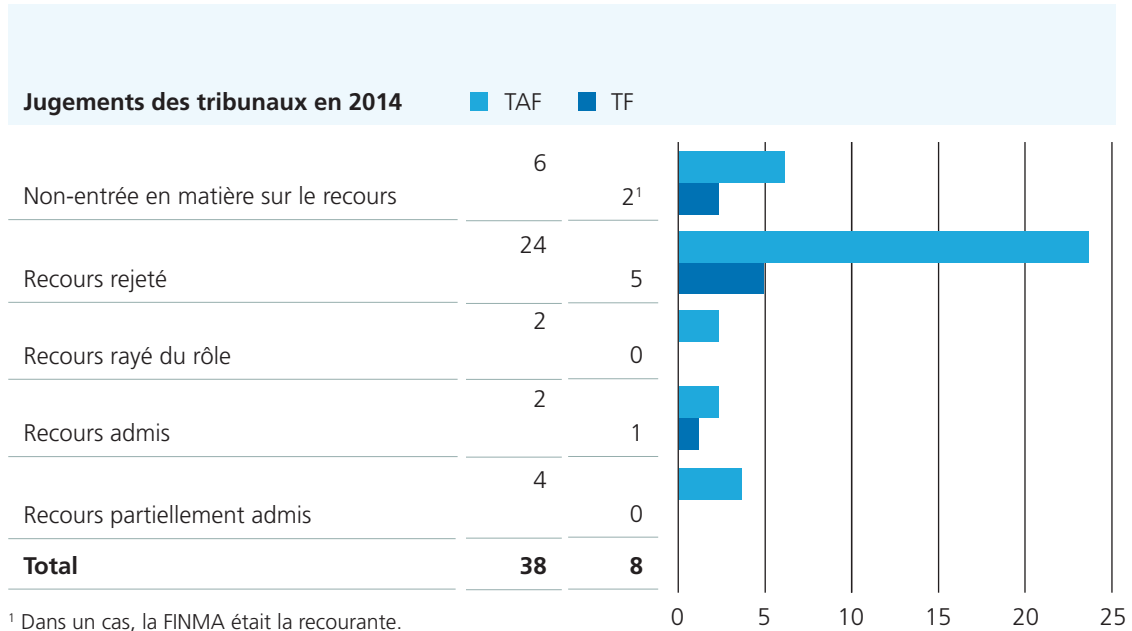


### Mesures

Mesures ordonnées dans des décisions en 2014 (procédures d'assistance administrative exclues)	Personnes morales concernées	Personnes physiques concernées
Conditions et restrictions (art. 31 LFINMA)	12	0
Décisions en constatation (art. 32 LFINMA)	56	26
Interdiction d'exercer (art. 33 LFINMA)	0	6
Interdiction de pratiquer (art. 35a LBVM)	0	3
Interdiction générale d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet	0	26
Publication de la décision / du dispositif (art. 34 LFINMA)	3	25
Confiscation (art. 35 LFINMA)	2	0
Nomination d'un chargé d'enquête (art. 36 LFINMA)	24	0
Accompagnement par des tiers de la mise en œuvre des mesures	7	0
Retrait de l'autorisation (art. 37 LFINMA)	5	1
Ouverture de la faillite / liquidation	38	0

## Statistiques

### Jugements des tribunaux



## Statistiques

### Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale

<b>Dénonciations pénales au service de droit pénal du DFF</b>	<b>2014</b>
<b>Total des dénonciations pénales</b>	<b>98</b>
<b>Nombre de personnes dénoncées</b>	
Inconnu	1
Personnes morales nominativement désignées	60
Personnes physiques nominativement désignées	106
<b>Total</b>	<b>167</b>
<b>Objets des dénonciations pénales</b> (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)	
Acceptation illicite de dépôts du public	11
Utilisation du terme de « banque », etc.	6
Activité de négociant en valeurs mobilières exercée sans droit	6
Activité d'intermédiaire financier LBA sans autorisation / non affilié à un OAR	12
Activité selon la LPCC exercée sans droit	6
Activité d'assurance exercée sans droit	1
Obligation de déclarer selon la LBVM	46
Obligation d'annonce selon la LBA	2
Fausse information	2
Non-respect d'une décision de la FINMA	1
Autres	12
<b>Total</b>	<b>105</b>

## Statistiques

<b>Dénonciations pénales aux cantons</b>	<b>2014</b>
<b>Total de dénonciations pénales</b>	<b>12</b>
<b>Nombre de personnes dénoncées</b>	
Inconnu	5
Personnes morales nominativement désignées	4
Personnes physiques nominativement désignées	3
<b>Total</b>	<b>12</b>
<b>Objets des dénonciations pénales</b> (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)	
Violation du secret bancaire	5
Infractions contre le patrimoine	8
Autres	7
<b>Total</b>	<b>20</b>
<b>Communications finales au Ministère public de la Confédération</b>	<b>2014</b>
Communication ayant caractère de dénonciation	7
Communication n'ayant pas caractère de dénonciation	71
<b>Total</b>	<b>78</b>

## Abréviations

---

- a** Alt
- Abs.** Absatz
- AFG** Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Anlagfonds (Anlagefondsgesetz; SR 951.31)
- AG** Aktiengesellschaft
- al.** Alinéa
- Art. / art.** Article
- BaFin** Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (Allemagne)
- BankG** Bundesgesetz vom 8. November 1934 über die Banken und Sparkassen (Bankengesetz; SR 952.0)
- BankV** Verordnung vom 30. April 2014 über die Banken und Sparkassen (Bankenverordnung; SR 952.02)
- BCSC** British Columbia Securities Commission (Canada)
- BEHG** Bundesgesetz vom 24. März 1995 über die Börsen und den Effektenhandel (Börsengesetz; SR 954.1)
- BGer** Bundesgericht
- Bst.** Buchstabe
- BVGer** Bundesverwaltungsgericht
- ca.** Circa
- CAD** Canadian Dollar
- CEO** Chief Executive Officer
- cf.** Confer
- CHF** Franc suisse
- CMVM** Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (Portugal)
- COPA** Commission des OPA
- CP** Code pénal du 21 décembre 1937 (RS 311.0)
- cpv.** Capoverso
- CSSF** Commission de Surveillance du Secteur Financier (Luxembourg)
- consid.** Considérant
- DFF** Département fédéral des finances
- DIFC** Dubai International Financial Centre
- DUFI** Direkt unterstellter Finanzintermediär
- ENA** Comité d'enforcement
- etc.** Et cetera
- EUR** Euro
- FINMA** Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
- FINMAG** Bundesgesetz vom 22. Juni 2007 über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (Finanzmarktaufsichtsgesetz; SR 956.1)
- Forex** Foreign exchange market
- GmbH** Gesellschaft mit beschränkter Haftung
- GwG** Bundesgesetz vom 10. Oktober 1997 über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung im Finanzsektor (Geldwäschereigesetz; SR 955.0)
- GwV-FINMA** Verordnung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht vom 8. Dezember 2010 über die Verhinderung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung (Geldwäschereiverordnung-FINMA; SR 955.033.0)
- IFDS** Intermédiaires financiers directement soumis
- i.V.m.** In Verbindung mit
- KAG** Bundesgesetz vom 23. Juni 2006 über die kollektiven Kapitalanlagen (Kollektivanlagengesetz; SR 951.31)
- Kap.** Kapitel
- KYC** Know Your Customer
- LB** Loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques; RS 952.0)
- LBA** Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (loi sur le blanchiment d'argent; RS 955.0)
- LBCR** Legge federale dell'8 novembre 1934 sulle banche e le casse di risparmio (Legge sulle banche; RS 952.0)
- LBVM** Loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (loi sur les bourses; RS 954.1)
- let. / lett.** Lettre / lettera
- LFid** Legge cantonale sull'esercizio delle professioni di fiduciario (RL 11.1.4.1)
- LFINMA** Loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (loi sur la surveillance des marchés financiers; RS 956.1)
- LPCC** Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (loi sur les placements collectifs; RS 951.31)
- LRD** Legge federale del 10 ottobre 1997 relativa alla lotta contro il riciclaggio di denaro e il finanziamento del terrorismo nel settore finanziario (Legge sul riciclaggio di denaro; RS 955.0)
- LSA** Loi fédérale du 17 décembre 2004 sur la surveillance des entreprises d'assurance (loi sur la surveillance des assurances; RS 961.01)
- Mio.** Million



## Abréviations

---

- MROS** Money Laundering Report Office  
Switzerland (Bureau de communication en matière  
de blanchiment d'argent)
- OAR** Organisme d'autorégulation
- OBCR** Ordinanza del 30 aprile 2014 sulle banche  
e le casse di risparmio (Ordinanza sulle banche;  
RS 952.02)
- OLS** Offenlegungsstelle der Börse
- OTC** Over-the-counter
- p.** Page
- PA** Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procé-  
dure administrative (RS 172.021)
- p.a.** Pro Jahr
- par ex.** Par exemple
- PEP** Personne politiquement exposée
- RL** Raccolta delle leggi vigenti del Cantone Ticino
- RS** Recueil systématique
- RS** Rundschreiben
- Rz.** Randziffer
- SA** Société anonyme
- SEC** Securities and Exchange Commission (USA)
- SICAF** Société d'investissement à capital fixe
- SR** Systematische Rechtssammlung
- SRO** Selbstregulierungsorganisation
- s. / ss** Suivante / suivantes
- SST** Swiss Solvency Test / Test suisse de solvabilité
- TAF** Tribunal administratif fédéral
- TF** Tribunal fédéral
- u.a.** Unter anderem
- UEK** Übernahmekommission
- VAG** Bundesgesetz vom 17. Dezember 2004  
betreffend die Aufsicht über Versicherungsunter-  
nehmen (Versicherungsaufsichtsgesetz; SR 961.01)
- vgl.** Vergleiche
- VR** Verwaltungsrat
- VwVG** Bundesgesetz vom 20. Dezember 1968 über  
das Verwaltungsverfahren (Verwaltungsverfahren-  
gesetz; SR 172.021)
- z.B.** Zum Beispiel